

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2001 à l'exception des dispositions de l'article 1^{er}, 1^o en ce qui concerne les spécialités AMOXICLAV BC qui entrent en vigueur le 1^{er} avril 2001.

Bruxelles, le 12 février 2001.

F. VANDENBROUCKE

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2001, met uitzondering van de bepalingen van artikel 1, 1^o wat betreft de specialiteiten AMOXICLAV BC die in werking treden op 1 april 2001.

Brussel, 12 februari 2001.

F. VANDENBROUCKE

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET MINISTERE DE LA JUSTICE**

F. 2001 — 451 [C — 2001/00120]

8 FEVRIER 2001. — Arrêté royal portant exécution de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 2, alinéa 5, modifié par la loi du 13 juillet 1973;

Vu la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police;

Vu le protocole n° 9 du 5 juillet 2000 du comité de négociation pour les services de police;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 février 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 avril 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 mai 2000;

Vu l'avis du conseil consultatif des bourgmestres, donné le 19 octobre 2000;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur de l'arrêté sur la position juridique du personnel des services de police le 1^{er} avril 2001 qui requiert encore bon nombre d'arrêtés d'exécution; par le fait que ces arrêtés d'exécution doivent faire l'objet de négociation ou de concertation avec les organisations syndicales représentatives; par le fait qu'à cet effet le comité de négociation et les comités de concertation doivent être constitués; par le fait que la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2001 et que l'entrée en vigueur des arrêtés d'exécution a été fixée à cette même date;

Vu l'avis 31.185/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 janvier 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « la loi » : la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police;

2° « le ministre » : le Ministre de l'Intérieur;

3° « les membres du personnel » : les membres du personnel auxquels la loi s'applique;

4° « les organisations syndicales agréées » : les organisations syndicales agréées conformément à l'article 13 de la loi;

5° « les organisations syndicales représentatives » : les organisations syndicales agréées considérées comme représentatives au sens de l'article 6, alinéa 2, de la loi;

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE**

N. 2001 — 451 [C — 2001/00120]

8 FEBRUARI 2001. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 2, vijfde lid, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1973;

Gelet op de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten;

Gelet op het protocol nr. 9 van 5 juli 2000 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 april 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 mei 2000;

Gelet op het advies van de adviesraad van burgemeesters, gegeven op 19 oktober 2000;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de inwerkingtreding van het rechtspositiebesluit van het personeel van de politiediensten op 1 april 2001 nog tal van uitvoeringsbesluiten vergt; dat die uitvoeringsbesluiten het voorwerp moeten uitmaken van onderhandeling of overleg met de representatieve vakorganisaties; dat daartoe het onderhandelings- en de overlegcomités moeten worden opgericht; dat de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten op 1 januari 2001 in werking is getreden en de inwerkingtreding van de uitvoeringsbesluiten op diezelfde datum is vastgesteld;

Gelet op het advies 31.185/2 van de Raad van State, gegeven op 25 januari 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten;

2° « de minister » : de Minister van Binnenlandse Zaken;

3° « de personeelsleden » : de personeelsleden op wie de wet van toepassing is;

4° « de erkende vakorganisaties » : de vakorganisaties erkend overeenkomstig artikel 13 van de wet;

5° « de representatieve vakorganisaties » : de erkende vakorganisaties die in de zin van artikel 6, tweede lid, van de wet als representatief worden beschouwd;

6° « la commission de contrôle » : la commission visée à l'article 12 de la loi;

7° « l'affilié cotisant » : le membre du personnel qui a payé la cotisation syndicale pour chaque mois de la "période de référence", définie ci-après, dans laquelle se situe la « date de référence »;

8° « la date de référence » : le 30 juin de l'année qui précède celle dans laquelle se situe le début de chaque période de six ans visée à l'article 12, § 1^{er}, de la loi ou, le cas échéant, le 30 juin de l'année qui précède celle durant laquelle est introduite la demande d'un contrôle intermédiaire, visée à l'article 12, § 2, de la loi;

9° « la période de référence » : la période de six mois à partir du premier jour du quatrième mois de l'année dans laquelle se situe la date de référence;

10° « la cotisation syndicale » : la cotisation qui, pour le mois dans lequel se situe la date de référence, est au moins égale à 0,74 pour cent de la rémunération mensuelle garantie brute indexée, telle qu'elle est en vigueur le 1^{er} juillet de l'année qui précède la date de référence. Elle est calculée sur base du montant le plus bas qui figure à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères. Le résultat de cette opération est arrondi au multiple de cinq inférieur.

Si le règlement des cotisations d'une organisation syndicale prévoit, en raison de circonstances individuelles et particulières, une cotisation réduite, la "cotisation syndicale" susvisée est réduite à la moitié du montant visé à l'alinéa précédent;

11° « la condition de représentativité » : la condition visée à l'article 6, alinéa 2, 2°, a), de la loi pour pouvoir être considéré comme représentatif;

12° « le critère de représentativité » : le critère visé à l'article 6, alinéa 2, b), de la loi concernant le nombre de membres des organisations syndicales;

13° « degré de confidentialité » : le degré attribué aux données relatives à la vie privée qui sont destinées à être classées dans le dossier personnel des membres du personnel;

14° « degré de sécurité » : la classification d'accessibilité limitée attribuée pour des raisons de sécurité à certaines informations, données ou documents;

15° « jours ouvrables » : les jours autres que les samedis, les dimanches, les jours fériés légaux ou les jours où le service est réglé comme un dimanche.

Art. 2. L'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités est d'application analogue pour les relations entre l'autorité et les organisations syndicales du personnel des services de police à l'exception des dispositions de cet arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. La négociation visée à l'article 3 de la loi et la concertation visée à l'article 8 de la loi ne sont pas requises :

1° lorsque la mesure à prendre concerne l'organisation de la sécurité ou de la défense nationales;

2° en cas de calamités naturelles au sens de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

3° en cas d'accidents ou de fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties, au sens de l'article 135, § 2, 5°, de la Nouvelle Loi communale;

4° dans les autres cas qui seront déterminés par des arrêtés royaux ultérieurs, après négociation conformément aux dispositions du présent arrêté.

§ 2. L'autorité est tenue de motiver, pour chacune des mesures visées au § 1^{er}, sa décision de ne pas procéder à la négociation ou à la concertation.

6° « de controlecommissie » : de in artikel 12 van de wet bedoelde commissie;

7° « het bijdrageplichtig lid » : het personeelslid dat voor elke maand van de hierna gedefinieerde « referteperiode » waarin de « refertedatum » valt, de vakbondsbijdrage heeft betaald;

8° « de refertedatum » : 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin het begin van elke, in artikel 12, § 1, van de wet bedoelde periode van zes jaar valt of, in voorkomend geval, 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvraag tot tussentijdse controle bedoeld in artikel 12, § 2, van de wet is ingediend;

9° « de referteperiode » : de periode van zes maanden vanaf de eerste dag van de vierde maand van het jaar waarin de refertedatum valt;

10° « de vakbondsbijdrage » : de bijdrage die, voor de maand waarin de refertedatum valt, ten minste gelijk is aan 0,74 procent van de geïndexeerde gewaarborgde maandelijkse brutobezoldiging, zoals zij van toepassing is op 1 juli van het jaar dat aan de refertedatum voorafgaat. Zij wordt berekend op basis van het laagste bedrag dat opgegeven is in artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries. De uitkomst van die bewerking wordt tot op het lagere vijfvoud afgerond.

Indien de bijdrageregeling van een vakorganisatie, wegens bijzondere individuele omstandigheden, in een verminderde bijdrage voorziet, wordt bedoelde « vakbondsbijdrage » verminderd tot de helft van het bedrag bedoeld in het vorige lid;

11° « de representativiteitsvoorwaarde » : de in artikel 6, tweede lid, 2°, a), van de wet bedoelde voorwaarde om als representatief te kunnen worden beschouwd;

12° « het representativiteitscriterium » : het in artikel 6, tweede lid, 2°, b), van de wet bedoelde criterium inzake het ledenaantal van de vakorganisaties;

13° « vertrouwelijkheidsgraad » : de graad toegekend aan gegevens met betrekking tot de persoonlijke levenssfeer die in aanmerking komen om geklasseerd te worden in het persoonlijk dossier van de personeelsleden;

14° « veiligheidsgraad » : de classificatie van beperkte toegankelijkheid die om veiligheidsredenen toegekend wordt aan bepaalde informatie, gegevens of documenten;

15° « werkdagen » : de andere dagen dan zaterdag, zondagen, wettelijke feestdagen of dagen waarop de dienst geregeld is als op een zondag.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel is van overeenkomstige toepassing op de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het personeel van de politiediensten met uitzondering van de bepalingen van dit besluit.

Art. 3. § 1. De onderhandeling bedoeld in artikel 3 van de wet en het overleg bedoeld in artikel 8 van de wet zijn niet vereist :

1° wanneer de te nemen maatregel betrekking heeft op de organisatie van 's lands veiligheid of defensie;

2° bij natuurrampen in de zin van artikel 2 van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen;

3° bij rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizootieën, in de zin van artikel 135, § 2, 5°, van de Nieuwe Gemeentewet;

4° in de andere gevallen die, na onderhandeling overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, door latere koninklijke besluiten zullen worden bepaald.

§ 2. De overheid is ertoe gehouden voor elke maatregel bedoeld in § 1, haar beslissing niet tot onderhandelen of overleg over te gaan, met redenen te omkleden.

TITRE II. — De l'agrément, de la constatation de la représentativité et des prérogatives des organisations syndicales

CHAPITRE Ier. — De l'agrément, du retrait de l'agrément et de la suspension préalable à ce retrait

Section 1^{re}. — De l'agrément

Art. 4. § 1^{er}. Chaque organisation syndicale qui sollicite l'agrément, fait parvenir au ministre une lettre sous pli recommandé à la poste.

Les organisations syndicales joignent à leur demande une copie de leurs statuts et de la liste de leurs dirigeants responsables.

§ 2. Les organisations syndicales prouvent à l'aide de leurs statuts qu'elles satisfont aux conditions imposées par l'article 13, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, de la loi.

§ 3. L'agrément ne peut être refusé qu'après que les dirigeants responsables de l'organisation syndicale auront été mis en mesure de faire valoir leurs objections dans les quinze jours ouvrables de l'avertissement qui leur aura été donné par pli recommandé à la poste.

Art. 5. L'arrêté d'agrément ou de refus d'agrément prend effet à l'égard des personnes, de l'organisation syndicale et des autorités intéressées, le jour où il leur est notifié et au plus tard dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Section 2. — Du retrait de l'agrément et de la suspension préalable à ce retrait

Art. 6. Le Roi décide de retirer l'agrément d'une organisation syndicale :

1^o s'il est constaté qu'elle ne répond plus à la condition visée à l'article 13, 1^o ou 2^o, de la loi;

2^o si elle ne porte pas à la connaissance du ministre, dans les trois mois, les modifications apportées à ses statuts ou à la liste des dirigeants responsables;

3^o en application de l'article 17 de la loi.

Le retrait s'opère conformément aux dispositions des articles 4, § 3 et 5, ayant trait au refus d'agrément.

Art. 7. Dans des cas d'extrême urgence, le ministre peut suspendre l'agrément d'une organisation syndicale durant la procédure de retrait de l'agrément.

La notification à l'organisation syndicale est faite par pli recommandé à la poste. Elle produit ses effets trois jours ouvrables après son envoi.

La suspension est levée si l'agrément n'est pas retiré dans les trente jours après le jour où la suspension produit ses effets comme visé à l'alinéa 2.

CHAPITRE II. — De la constatation de la représentativité

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 8. Une organisation syndicale agréée qui estime qu'elle répond ou continue à répondre aux conditions fixées à l'article 6, alinéa 2, 2^o, de la loi, peut solliciter la constatation de sa représentativité conformément à l'article 12, § 1^{er}, de la loi.

Toutefois, une organisation syndicale agréée pour laquelle la commission de contrôle a constaté qu'elle ne satisfait pas à la condition fixée à l'article 6, alinéa 2, 2^o, b, de la loi, peut solliciter la constatation de sa représentativité conformément à l'article 12, § 2, de la loi.

Art. 9. La demande concernant la constatation de la représentativité est signée par un dirigeant responsable et envoyée sous pli recommandé à la poste dans les trente premiers jours de l'une des périodes de six ans visées à l'article 12, § 1^{er}, de la loi.

Une demande tardive prive l'organisation candidate du contrôle de sa représentativité.

Art. 10. Le ministre vérifie, dans les soixante jours de la réception de la demande, si l'organisation syndicale satisfait à la condition de représentativité.

Dans l'affirmative, il communique immédiatement sa décision à l'organisation syndicale.

Dans la négative, ou s'il appert que les données fournies ne lui permettent pas de se prononcer, il communique sans délai ses constatations à l'organisation syndicale et l'invite à fournir des

TITEL II. — De erkenning, de vaststelling van de representativiteit en de prerogatieven van de vakorganisaties

HOOFDSTUK I. — De erkenning, de intrekking van de erkenning en de schorsing voorafgaand aan de intrekking

Afdeling 1. — De erkenning

Art. 4. § 1. Elke vakorganisatie die de erkenning vraagt, zendt daartoe een ter post aangetekende brief naar de minister.

De vakorganisaties voegen bij hun aanvraag een afschrift van hun statuten en de lijst van hun verantwoordelijke leiders.

§ 2. De vakorganisaties bewijzen aan de hand van hun statuten dat zij voldoen aan de voorwaarden opgelegd door artikel 13, eerste lid, 1^o en 2^o, van de wet.

§ 3. De erkenning kan eerst worden geweigerd nadat de verantwoordelijke leiders van de vakorganisatie de gelegenheid werd geboden om hun bezwaren, binnen vijftien werkdagen na de kennisgeving bij een ter post aangetekende brief, te doen gelden.

Art. 5. Het besluit tot erkenning of tot weigering van de erkenning heeft uitwerking ten opzichte van de belanghebbende personen, vakorganisatie en overheden, op de dag waarop hen er kennis van wordt gegeven en ten laatste tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — De intrekking van de erkenning en de schorsing voorafgaand aan de intrekking

Art. 6. De Koning beslist tot intrekking van de erkenning van een vakorganisatie :

1^o wanneer wordt vastgesteld dat zij niet meer voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 13, 1^o of 2^o, van de wet;

2^o wanneer zij de wijzigingen die in haar statuten of in de lijst van de verantwoordelijke leiders zijn aangebracht, niet binnen drie maanden ter kennis brengt van de minister;

3^o bij toepassing van artikel 17 van de wet.

De intrekking geschiedt volgens de bepalingen van de artikelen 4, § 3 en 5, die betrekking hebben op de weigering van de erkenning.

Art. 7. In gevallen van dringende noodzakelijkheid kan de minister de erkenning van een vakorganisatie schorsen tijdens de procedure van intrekking van de erkenning.

De kennisgeving aan de vakorganisatie gebeurt bij een ter post aangetekende brief. Ze heeft uitwerking drie werkdagen na de verzending.

De schorsing wordt opgeheven indien de erkenning niet wordt ingetrokken binnen de dertig dagen na de dag waarop de schorsing uitwerking heeft zoals bedoeld in het tweede lid.

HOOFDSTUK II. — De vaststelling van de representativiteit

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 8. Een erkende vakorganisatie die van oordeel is dat zij beantwoordt of blijft beantwoorden aan de voorwaarden bepaald bij artikel 6, tweede lid, 2^o, van de wet, kan de vaststelling van haar representativiteit aanvragen overeenkomstig artikel 12, § 1, van de wet.

Een erkende vakorganisatie waarvoor de controlecommissie heeft vastgesteld dat zij niet voldoet aan de voorwaarde gesteld in artikel 6, tweede lid, 2^o, b, van de wet, kan evenwel de vaststelling van haar representativiteit vragen overeenkomstig artikel 12, § 2, van de wet.

Art. 9. De aanvraag tot vaststelling van de representativiteit wordt door een verantwoordelijke leider ondertekend en binnen de eerste dertig dagen van één van de in artikel 12, § 1, van de wet bedoelde periodes van zes jaar bij een ter post aangetekende brief verzonden aan de minister.

Wordt de aanvraag te laat ingediend, dan komt de kandiderende vakorganisatie niet in aanmerking voor het onderzoek naar haar representativiteit.

Art. 10. De minister onderzoekt, binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag, of de vakorganisatie aan de representativiteitsvoorwaarde voldoet.

Zo ja, dan brengt hij zijn beslissing onmiddellijk ter kennis van de vakorganisatie.

Zo neen, of wanneer blijkt dat de verschafte gegevens hem niet in staat stellen te oordelen, dan deelt hij zijn bevindingen onverwijld aan de vakorganisatie mede en verzoekt hij haar binnen de door hem

explications dans le délai, d'au moins trente jours, qu'il détermine. Le non-respect de ce délai entraîne l'exclusion de la suite des opérations de contrôle.

Le ministre communique sa décision finale dans les dix jours de l'expiration de ce délai.

Les communications au ministre et aux organisations syndicales se font sous pli recommandé à la poste.

Art. 11. Dans un délai de dix jours après qu'il a statué sur toutes les demandes qui lui ont été régulièrement adressées, le ministre communique à la commission de contrôle la liste des organisations syndicales qui satisfont à la condition de représentativité.

Section 2. — Le contrôle du critère de représentativité

Art. 12. Dès que la commission de contrôle reçoit la liste visée à l'article 11, elle examine si les organisations syndicales concernées satisfont au critère de représentativité.

La commission de contrôle clôt cet examen aussitôt que possible et au plus tard dans les six mois de la réception de la liste visée à l'alinéa 1^{er}.

Dans les dix jours qui suivent l'achèvement de cet examen, la commission de contrôle communique sa décision sous pli recommandé à la poste aux organisations syndicales concernées ainsi qu'au ministre.

Art. 13. Pour des raisons impérieuses et à la demande motivée de la commission de contrôle, le ministre peut proroger les délais de six mois visés à l'article 12.

Art. 14. Le ministre fait publier au *Moniteur belge*, dans les vingt jours de la réception de la notification visée à l'article 12, alinéa 3, la liste des organisations syndicales représentatives.

Art. 15. Entraîne de plein droit la perte de sa représentativité :

1° le retrait de l'agrément prononcé à l'égard d'une organisation syndicale représentative;

2° la constatation qu'une organisation syndicale considérée comme représentative de plein droit ne satisfait plus à la condition visée à l'article 6, alinéa 2, 1°, de la loi.

TITRE III. — De la création, de la composition et du fonctionnement du comité de négociation

Art. 16. Le comité de négociation visé à l'article 5 de la loi est créé auprès du Ministère de l'Intérieur.

Art. 17. A la requête du ministre ou du Ministre de la Justice le comité de négociation émet des avis relatifs :

1° aux différends concernant l'application des règles déterminées par la loi et le présent arrêté;

2° au fonctionnement du comité de négociation et des comités de concertation;

3° aux prérogatives des organisations syndicales;

4° à l'intervention des représentants des organisations syndicales.

Art. 18. Le comité de négociation dispose d'un secrétariat organisé par le ministre.

Art. 19. Le ministre ou son délégué dûment mandaté préside le comité de négociation conjointement avec le Ministre de la Justice ou son délégué dûment mandaté, suivant les règles qu'ils édictent.

Art. 20. La délégation de l'autorité se compose au maximum de dix membres, désignés conjointement par les ministres visés à l'article 19 parmi les personnes qui, quelle que soit leur qualité, sont compétentes pour engager les autorités publiques concernées.

Des experts peuvent être adjoints à la délégation de l'autorité.

Chaque fois qu'une matière pour laquelle un autre Ministre ou Secrétaire d'Etat est également compétent est soumise, un représentant de ce Ministre ou Secrétaire d'Etat fait partie de la délégation de l'autorité en tant que vice-président.

Art. 21. Chaque organisation syndicale représentative compose librement sa délégation dans les limites fixées aux alinéas 2 et 3.

Celle-ci se compose au maximum de quatre membres.

La délégation de chaque organisation syndicale peut compter au maximum deux experts par point prévu à l'ordre du jour.

vastgestelde termijn van ten minste dertig dagen uitleg te verschaffen. De niet-naleving van die termijn heeft de uitsluiting van het vervolg van de controleverrichtingen tot gevolg.

De minister deelt zijn uiteindelijke beslissing binnen tien dagen na het verstrijken van die termijn mede.

De mededelingen aan de minister en aan de vakorganisaties geschieden bij een ter post aangetekende brief.

Art. 11. Binnen tien dagen nadat de minister heeft beslist over alle regelmatig bij hem ingediende aanvragen, brengt hij de lijst van de vakorganisaties die voldoen aan de representativiteitsvoorwaarde ter kennis van de controlecommissie.

Afdeling 2. — De controle van het representativiteitscriterium

Art. 12. Zodra de controlecommissie de lijst bedoeld in artikel 11 ontvangt, onderzoekt zij of de betrokken vakorganisaties voldoen aan het representativiteitscriterium.

De controlecommissie sluit dat onderzoek zo spoedig mogelijk af en uiterlijk binnen zes maanden nadat zij de in het eerste lid bedoelde lijst heeft ontvangen.

Binnen tien dagen na de afsluiting van dat onderzoek deelt de controlecommissie haar beslissing bij een ter post aangetekende brief mede aan de betrokken vakorganisaties en de minister.

Art. 13. De minister kan om dwingende redenen en op een met redenen omkleed verzoek van de controlecommissie, de in artikel 12 gestelde termijnen van zes maanden verlengen.

Art. 14. De minister laat binnen twintig dagen na ontvangst van de in artikel 12, derde lid, bedoelde kennisgeving de lijst van de representatieve vakorganisaties in het *Belgisch Staatsblad* bekendmaken.

Art. 15. Brengt van rechtswege het verlies van haar representativiteit mee :

1° de intrekking van de erkenning uitgesproken ten opzichte van een representatieve vakorganisatie;

2° de vaststelling dat een van rechtswege als representatief beschouwde vakorganisatie niet langer meer voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1°, van de wet.

TITEL III. — De oprichting, de samenstelling en de werking van het onderhandelingscomité

Art. 16. Het onderhandelingscomité bedoeld in artikel 5 van de wet wordt opgericht bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Art. 17. Op verzoek van de minister of de Minister van Justitie brengt het onderhandelingscomité adviezen uit over :

1° geschillen inzake de toepassing van de door de wet en dit besluit bepaalde regelingen;

2° de werking van het onderhandelingscomité en de overlegcomités;

3° de prerogatieven van de vakorganisaties;

4° het optreden van de vertegenwoordigers van de vakorganisaties.

Art. 18. Het onderhandelingscomité beschikt over een door de minister georganiseerd secretariaat.

Art. 19. De minister of zijn gemachtigde afgevaardigde neemt gezamenlijk met de Minister van Justitie of diens gemachtigde afgevaardigde het voorzitterschap waar van het onderhandelingscomité, volgens de door hen opgestelde nadere regels.

Art. 20. De afvaardiging van de overheid bestaat uit maximum tien leden, gezamenlijk aangewezen door de in artikel 19 bedoelde ministers uit de personen die, in welke hoedanigheid ook, bevoegd zijn om de betrokken openbare overheden te verbinden.

De afvaardiging van de overheid mag zich doen vergezellen door deskundigen.

Telkens wanneer een aangelegenheid wordt voorgelegd waarvoor ook een andere Minister of Staatssecretaris bevoegd is, maakt een vertegenwoordiger van die Minister of Staatssecretaris als ondervoorzitter deel uit van de afvaardiging van de overheid.

Art. 21. Elke representatieve vakorganisatie stelt, binnen de perken bepaald door het tweede en het derde lid, vrij haar afvaardiging samen.

Zij bestaat uit maximum vier leden.

De afvaardiging van elke vakorganisatie mag maximum twee deskundigen per punt vermeld op de agenda tellen.

Avant le début de chaque séance, les organisations syndicales communiquent aux présidents la composition de leur délégation ainsi que l'identité des experts présents.

Art. 22. Sans préjudice de l'application de l'article 126, § 1^{er}, 2°, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, une matière est soumise à la négociation à l'initiative de l'autorité ou d'une organisation syndicale représentative.

Art. 23. Le comité de négociation établit son règlement d'ordre intérieur. Il règle les cas non prévus par le présent arrêté.

TITRE IV. — De la création, de la composition et du fonctionnement des comités de concertation

CHAPITRE Ier. — Le comité supérieur de concertation

Art. 24. Il est créé un comité supérieur de concertation pour tous les membres du personnel

Art. 25. Le comité supérieur de concertation dispose d'un secrétariat organisé par le ministre.

Art. 26. Toutes les compétences confiées, dans les entreprises privées, aux comités de prévention et de protection au travail et qui concernent, soit tous les membres du personnel, soit les membres du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique séparément, sont attribuées au comité supérieur de concertation.

Art. 27. § 1^{er}. Le ministre ou son délégué dûment mandaté préside le comité supérieur de concertation conjointement avec le Ministre de la Justice ou son délégué dûment mandaté, suivant les règles qu'ils édictent.

§ 2. La délégation de l'autorité se compose au maximum de dix membres, désignés conjointement par les ministres visés au § 1^{er} parmi les personnes qui, quelle que soit leur qualité, sont compétentes pour engager les autorités publiques concernées.

La délégation de l'autorité peut être complétée par des experts. Pour les compétences visées à l'article 26, le conseiller en prévention chargé de la direction du service interne de prévention et de protection, est membre de plein droit du comité supérieur de concertation.

Art. 28. Les dispositions concernant la composition des délégations des organisations syndicales représentatives au comité de négociation aussi que les règles de procédure de ce comité s'appliquent aux comités supérieurs de concertation.

Art. 29. Une matière est soumise à la concertation à l'initiative de l'autorité ou d'une organisation syndicale représentative.

Si les présidents estiment cependant que le sujet ou une partie de celui-ci n'est pas susceptible d'être concerté, ou qu'une des exceptions à l'obligation de la concertation visées à l'article 8 de la loi est applicable, ils notifient leur décision de ne pas inscrire le sujet à l'ordre du jour à l'autorité ou à l'organisation syndicale qui en avait pris l'initiative.

Dans ce dernier cas, ils ne prennent leur décision qu'après avoir entendu au préalable un ou plusieurs dirigeants responsables désignés par l'organisation syndicale intéressée.

Art. 30. Le secrétaire rédige les procès-verbaux des séances.

Le procès-verbal de chaque séance mentionne :

- 1° l'ordre du jour;
 - 2° le nom des membres de la délégation de l'autorité présents, excusés ou absents;
 - 3° la dénomination des organisations syndicales représentatives présentes, excusées ou absentes et le nom des membres des délégations de ces organisations syndicales qui sont présents ou excusés;
 - 4° le nom des experts;
 - 5° le cas échéant, le nom du membre du service interne de prévention et de protection, présent, excusé ou absent;
 - 6° les points traités et un exposé succinct des discussions y relatives;
 - 7° les points pour lesquels les discussions sont closes et l'avis motivé y relatif, tel que visé à l'article 10 de la loi.
- Les présidents et le secrétaire signent les procès-verbaux.

Voor de aanvang van iedere zitting delen de vakorganisaties aan de voorzitters de samenstelling mee van hun afvaardiging alsook de identiteit van de aanwezige deskundigen.

Art. 22. Onverminderd de toepassing van artikel 126, § 1, 2°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wordt een aangelegenheid aan onderhandeling onderworpen op initiatief van de overheid of van een representatieve vakorganisatie.

Art. 23. Het onderhandelingscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op. Het regelt de gevallen waarin dit besluit niet voorziet.

TITEL IV. — De oprichting, de samenstelling en de werking van de overlegcomités

HOOFDSTUK I. — Het hoog overlegcomité

Art. 24. Er wordt een hoog overlegcomité opgericht voor alle personeelsleden.

Art. 25. Het hoog overlegcomité beschikt over een door de minister georganiseerd secretariaat.

Art. 26. Aan het hoog overlegcomité worden alle bevoegdheden verleend die in particuliere bedrijven opgedragen zijn aan de comités voor preventie en bescherming op het werk en die betrekking hebben op alle personeelsleden, hetzij op de personeelsleden van het operationeel kader dan wel van het administratief en logistiek kader afzonderlijk.

Art. 27. § 1. De minister of zijn gemachtigde afgevaardigde neemt gezamenlijk met de Minister van Justitie of diens gemachtigde afgevaardigde het voorzitterschap waar van het hoog overlegcomité, volgens de door hen opgestelde nadere regels.

§ 2. De afvaardiging van de overheid bestaat uit maximum tien leden, gezamenlijk aangewezen door de in § 1 bedoelde ministers uit de personen die, in welke hoedanigheid ook, bevoegd zijn om de betrokken openbare overheden te verbinden.

De afvaardiging van de overheid mag zich doen vergezellen door deskundigen. Met betrekking tot de in artikel 26 bedoelde bevoegdheden is de preventieadviseur belast met de leiding van de interne dienst voor preventie en bescherming van rechtswege lid van het hoog overlegcomité.

Art. 28. De bepalingen inzake de samenstelling van de afvaardigingen van de representatieve vakorganisaties in het onderhandelingscomité alsmede de procedureregels van dit comité zijn van toepassing op het hoog overlegcomité.

Art. 29. Een aangelegenheid wordt voor overleg voorgelegd op initiatief van de overheid of van een representatieve vakorganisatie.

Indien de voorzitters echter menen dat het onderwerp of een deel ervan niet voor overleg vatbaar is of dat één der uitzonderingen op de overlegverplichting vervat in artikel 8 van de wet toepasselijk is, dan geven zij de overheid of de vakorganisatie die daartoe het initiatief nam, kennis van hun beslissing het onderwerp niet op de dagorde te plaatsen.

In dat laatste geval nemen zij hun beslissing pas, na vooraf één of meer verantwoordelijke leiders aangewezen door de betrokken vakorganisatie, te hebben gehoord.

Art. 30. De secretaris stelt de notulen van de zittingen op.

De notulen van elke zitting vermelden :

- 1° de dagorde;
 - 2° de naam van de aanwezige en van de al of niet met kennisgeving afwezige leden van de afvaardiging van de overheid;
 - 3° de benaming van de aanwezige en van de al of niet met kennisgeving afwezige representatieve vakorganisaties, alsmede de naam van de aanwezige en van de met kennisgeving afwezige leden van de afvaardigingen van die vakorganisaties;
 - 4° de naam van de deskundigen;
 - 5° in voorkomend geval, de naam van het aanwezig en van het al of niet met kennisgeving afwezig lid van de interne dienst voor preventie en bescherming;
 - 6° de behandelde punten en een beknopte uiteenzetting van de bespreking ervan;
 - 7° de punten waarvoor de besprekingen beëindigd zijn en het met redenen omkleed advies daaromtrent, bedoeld in artikel 10 van de wet.
- De voorzitters en de secretaris ondertekenen de notulen.

Art. 31. Le secrétaire envoie une copie des procès-verbaux aux membres des délégations dans les quinze jours ouvrables qui suivent la fin de la concertation et, le cas échéant, au membre du personnel visé à l'article 30, alinéa 2, 5°.

Les procès-verbaux deviennent définitifs si le secrétaire n'a pas reçu une demande écrite de rectification dans les quinze jours ouvrables qui suivent l'envoi des procès-verbaux. Dans le cas contraire, le secrétaire en informe les présidents qui soumettent au comité la demande de rectification lors d'une prochaine réunion. Si aucun accord n'est trouvé lors de cette réunion, les positions divergentes sont actées au procès-verbal.

Le secrétaire transmet une copie des procès-verbaux définitifs au ministre, aux membres de la délégation de l'autorité et aux organisations syndicales et, le cas échéant, au membre du personnel visé à l'article 30, alinéa 2, 5°.

Art. 32. L'ordre du jour, avec la documentation annexée et les procès-verbaux sont déposés et conservés au secrétariat.

Art. 33. Le comité supérieur de concertation établit son règlement d'ordre intérieur. Il règle les cas non prévus par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Les comités de concertation de base*

Art. 34. Un comité de concertation de base, numéroté comme mentionné dans l'annexe au présent arrêté, est constitué pour les membres du personnel des services de police locaux par zone de police, visée à l'article 9 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Un comité de concertation de base, numéroté comme mentionné dans l'annexe au présent arrêté, est constitué pour les membres de la police fédérale par province et pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 35. Chaque comité de base de concertation dispose d'un secrétariat organisé par le président.

Art. 36. Sont attribuées aux comités de concertation de base pour les membres du personnel de leur ressort, toutes les compétences confiées, dans les entreprises privées, aux comités de prévention et de protection au travail et qui concernent soit tous ces membres du personnel soit ces membres du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique séparément.

Art. 37. Le bourgmestre ou le collègue de police désigne le président du comité de concertation de base de la zone de police, ainsi que les membres de la délégation de l'autorité, ainsi que leurs remplaçants.

Pour chacun des comités de concertation de base, visés à l'article 34, alinéa 2, le ministre désigne le président et les membres de la délégation de l'autorité, ainsi que leurs remplaçants.

Art. 38. La délégation de l'autorité dans les comités de concertation de base est constituée au maximum de huit membres.

La délégation des organisations syndicales représentatives dans les comités de concertation de base est constituée au maximum de trois membres parmi lesquels peut se trouver un expert.

Pour le reste l'article 21, alinéa 4, l'article 27, § 2, alinéa 2, les articles 29 à 32 y compris, ainsi que le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 33, sont d'application conforme aux comités de concertation de base.

TITRE V. — *Des représentants des organisations syndicales et des prérogatives syndicales des membres du personnel*

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Art. 39. Les délégués syndicaux sont :

1° les "dirigeants responsables" qui sont mentionnés dans la liste visée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2;

2° les « mandataires permanents de ces dirigeants responsables »;

3° les "délégués syndicaux permanents", c'est-à-dire les membres du personnel qui défendent de façon régulière et continue les intérêts professionnels des membres du personnel et qui sont agréés en tant que tels;

4° les "délégués syndicaux dans le comité de négociation, le comité supérieur de concertation et les comités de concertation de base";

5° les membres du personnel qui sont membres d'une organisation syndicale et désignés par celle-ci afin d'exercer plus spécialement une ou plusieurs des prérogatives qui sont conférées à cette organisation en vertu des articles 14, 1°, 2° et 3°, et 15, 1°, 2° et 3°, de la loi:

Art. 31. De secretaris stuurt binnen de vijftien werkdagen na de beëindiging van het overleg, een afschrift van de notulen aan de leden van de afvaardigingen en, in voorkomend geval, aan het personeelslid bedoeld in artikel 30, tweede lid, 5°.

De notulen worden definitief, indien de secretaris geen schriftelijke vraag tot rechtzetting ontvangt binnen de vijftien werkdagen na de verzending van de notulen. In het tegenovergestelde geval, brengt de secretaris de voorzitters op de hoogte die de vraag tot rechtzetting voorleggen aan het comité op een volgende vergadering. Wordt op die vergadering geen overeenstemming bereikt, dan worden de uiteenlopende standpunten in de notulen opgetekend.

De secretaris zendt een afschrift van de definitieve notulen aan de minister, aan de leden van de overheidsafvaardiging en de vakorganisaties en, in voorkomend geval, aan het personeelslid bedoeld in artikel 30, tweede lid, 5°.

Art. 32. De dagorde, met de bijgevoegde documentatie, en de notulen worden op het secretariaat neergelegd en bewaard.

Art. 33. Het hoog overlegcomité stelt zijn huishoudelijk reglement op. Het regelt de gevallen waarin dit besluit niet voorziet.

HOOFDSTUK II. — *De basisoverlegcomités*

Art. 34. Er wordt voor de personeelsleden van de lokale politiediensten per politiekezone, bedoeld in artikel 9 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, een basisoverlegcomité opgericht, genummerd zoals aangegeven in de bijlage bij dit besluit.

Er wordt voor de personeelsleden van de federale politie per provincie en voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een basisoverlegcomité opgericht, genummerd zoals aangegeven in de bijlage bij dit besluit.

Art. 35. Elk basisoverlegcomité beschikt over een door de voorzitter georganiseerd secretariaat.

Art. 36. Aan de basisoverlegcomités worden voor de personeelsleden die tot hun ressort behoren alle bevoegdheden verleend die in particuliere bedrijven opgedragen zijn aan de comités voor preventie en bescherming op het werk en die betrekking hebben op al die personeelsleden, hetzij op die personeelsleden van het operationeel kader dan wel van het administratief en logistiek kader afzonderlijk.

Art. 37. De burgemeester of het politiecollege wijst de voorzitter van het basisoverlegcomité van de politiekezone alsmede de leden van de afvaardiging van de overheid aan, alsook hun plaatsvervangers.

De minister wijst de voorzitter en de leden van de afvaardiging van de overheid, alsmede hun plaatsvervangers van elk van de in artikel 34, tweede lid, bedoelde basisoverlegcomités aan.

Art. 38. De afvaardiging van de overheid in de basisoverlegcomités bestaat uit ten hoogste acht leden.

De afvaardiging van de representatieve vakorganisaties in de basisoverlegcomités bestaat uit ten hoogste drie leden waarvan er één al dan niet een deskundige is.

Voor het overige zijn de artikelen 21, vierde lid, 27, § 2, tweede lid, 29 tot en met 32 alsmede het in artikel 33 bedoelde huishoudelijk reglement van overeenkomstige toepassing op de basisoverlegcomités.

TITEL V. — *De vertegenwoordigers van de vakorganisaties en de syndicale bevoegdheden van de personeelsleden*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 39. De syndicale afgevaardigden zijn :

1° de « verantwoordelijke leiders » die vermeld zijn op de lijst bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid;

2° de « vaste gemachtigden van die verantwoordelijke leiders »;

3° de « vaste syndicale afgevaardigden », dit wil zeggen de personeelsleden die regelmatig en doorlopend de beroepsbelangen van de personeelsleden behartigen en die als zodanig erkend zijn;

4° de « syndicale afgevaardigden in het onderhandelingscomité, het hoog overlegcomité en de basisoverlegcomités »;

5° de personeelsleden die lid zijn van een vakorganisatie en door deze aangewezen om in het bijzonder één of meer prerogatieven uit te oefenen welke krachtens de artikelen 14, 1°, 2° en 3°, en 15, 1°, 2° en 3° van de wet aan die organisatie zijn verleend;

6° les membres du personnel qui participent aux travaux des commissions et comités généraux créés au sein des organisations syndicales pendant et en vue de l'exercice de cette activité;

7° les "délégués syndicaux auprès de la commission de contrôle", pendant et en vue de l'exercice des activités visées à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi.

Art. 40. En vue de l'exercice des compétences liées aux qualités visées à l'article 39, 2° à 7° y compris, chaque organisation syndicale représentative envoie au ministre, en vue de l'agrément, une liste des membres et de leur éventuel remplaçant, dont le nombre, qui ne peut en aucun cas être inférieure à trois fois le nombre de comités de concertation de base, est fixé par le ministre.

Art. 41. Sans préjudice des articles 42, 43, 46 et 57, alinéas 1^{er} et 2, il est accordé annuellement à chaque organisation syndicale représentative un nombre de jours de congé syndical dont le nombre est fixé par le ministre et ne peut en aucun cas être inférieure à soixante fois le nombre de comités de concertation de base et qui peut être attribué à concurrence de maximum 60 jours par an et par membre visé à l'article 40.

Le nombre de jours de congé syndical visé au premier alinéa peut aussi être attribué pour les formations dispensées par les organisations syndicales représentatives.

Le secrétaire du comité de négociation surveille la correcte application du 1^{er} alinéa.

Art. 42. Le jour même des séances du comité de négociation, du comité supérieur de concertation et des comités de concertation de base, les membres de la délégation des organisations syndicales représentatives, qui ne sont pas des délégués syndicaux permanents, jouissent de congé syndical.

Art. 43. Le délégué de chaque organisation syndicale agréée, reçoit, quand il est membre du personnel, un congé syndical pendant et en vue de l'exécution des activités visées à l'article 39, 7°.

CHAPITRE II. — *Des dirigeants responsables et de leurs mandataires permanents*

Art. 44. Lorsque la liste, visée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, comprend plus de six personnes, seules les six premières obtiennent la qualité de dirigeant responsable.

Le ministre délivre aux dirigeants responsables et à leurs mandataires permanents, une carte de légitimation dont le modèle est fixé par le Premier Ministre, pour autant qu'ils n'en possèdent pas encore une.

Munis de leur carte, les dirigeants responsables et leurs mandataires permanents peuvent exercer toutes les prérogatives accordées à leur organisation syndicale.

Dès que leur mission prend fin, le ministre en est averti dans un délai de dix jours par l'organisation syndicale concernée. L'intéressé renvoie dans le même délai sa carte de légitimation au ministre.

CHAPITRE III. — *Des délégués syndicaux permanents*

Art. 45. L'agrément d'un membre du personnel repris dans la liste visée à l'article 40 en tant que délégué syndical permanent est accordé par le ministre, à la demande d'un dirigeant responsable de son organisation syndicale.

L'autorité notifie sa décision dans les plus brefs délais à l'intéressé, à son supérieur hiérarchique et, sous pli recommandé à la poste, à l'organisation syndicale intéressée.

Art. 46. Le nombre de membres du personnel agréés en tant que délégués syndicaux permanents est limité à douze par organisation syndicale représentative.

La rémunération de six d'entre eux est à charge du budget du Ministère de l'Intérieur.

Art. 47. Si les versements visés à l'article 78 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités n'ont pas été effectués dans le délai qui y est fixé, l'autorité concernée met l'organisation syndicale en demeure, sous pli recommandé à la poste, d'effectuer les versements nécessaires dans les quinze jours. L'organisation syndicale est préalablement invitée à faire présenter des explications par un ou plusieurs dirigeants responsables.

6° de personeelsleden die deelnemen aan de werkzaamheden van de in de vakorganisaties opgerichte algemene commissies en comités tijdens en met het oog op de uitoefening van deze activiteit;

7° de « syndicale afgevaardigden bij de controlecommissie », tijdens en met het oog op de uitoefening van de activiteiten bedoeld in artikel 12, § 1, vijfde lid, van de wet.

Art. 40. Met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden gekoppeld aan de hoedanigheden bedoeld in artikel 39, 2° tot en met 7°, zendt elke representatieve vakorganisatie aan de minister, met het oog op de erkenning, een lijst van de leden en hun eventuele plaatsvervanger, waarvan het aantal, dat in geen geval minder mag bedragen dan driemaal het aantal basisoverlegcomités, bepaald wordt door de minister.

Art. 41. Onverminderd de artikelen 42, 43, 46 en 57, eerste en tweede lid, wordt aan elke representatieve vakorganisatie per jaar een aantal dagen syndicaal verlof toegestaan waarvan het aantal bepaald wordt door de minister en in geen geval minder mag bedragen dan zestigmaal het aantal basisoverlegcomités en dat naar rata van ten hoogste 60 dagen per jaar en per lid bedoeld in artikel 40 mag worden toegekend.

Het in het eerste lid bedoelde aantal dagen syndicaal verlof mag ook worden aangewend voor opleidingen verstrekt door de representatieve vakorganisaties.

De secretaris van het onderhandelingscomité ziet toe op de correcte toepassing van het eerste lid.

Art. 42. De dag zelf van de zittingen van het onderhandelingscomité, het hoog overlegcomité en de basisoverlegcomités genieten de leden van de afvaardiging van de representatieve vakorganisaties die geen vaste syndicale afgevaardigde zijn, syndicaal verlof.

Art. 43. De afgevaardigde van elke erkende vakorganisatie verkrijgt, wanneer hij personeelslid is, syndicaal verlof tijdens en met het oog op de uitoefening van de activiteiten bedoeld in artikel 39, 7°.

HOOFDSTUK II. — *De verantwoordelijke leiders en hun vaste gemachtigden*

Art. 44. Wanneer de in artikel 4, § 1, tweede lid bedoelde lijst meer dan zes personen vermeldt, verkrijgen telkens slechts de eerste zes de hoedanigheid van verantwoordelijke leider.

De minister geeft aan de verantwoordelijke leiders en aan hun vaste gemachtigden, voor zover zij die nog niet bezitten, een legitimatiekaart af, waarvan het model wordt bepaald door de Eerste Minister.

Mits de verantwoordelijke leiders en hun vaste gemachtigden in het bezit van hun legitimatiekaart zijn, kunnen zij alle aan hun vakorganisatie toegekende prerogatieven uitoefenen.

Zodra hun opdracht wordt beëindigd, wordt de minister hiervan binnen de tien dagen verwittigd door de betrokken vakorganisatie. De betrokkene zendt binnen dezelfde termijn zijn legitimatiekaart terug aan de minister.

HOOFDSTUK III. — *De vaste syndicale afgevaardigden*

Art. 45. De erkenning van een personeelslid opgenomen in de lijst bedoeld in artikel 40 als vaste syndicale afgevaardigde wordt door de minister, op aanvraag van een verantwoordelijke leider van zijn vakorganisatie, verleend.

De overheid brengt onverwijld haar beslissing ter kennis van betrokkene, van diens hiërarchische meerdere en, bij een ter post aangetekende brief, van de belanghebbende vakorganisatie.

Art. 46. Het aantal als vaste syndicale afgevaardigden erkende personeelsleden wordt beperkt tot twaalf per representatieve vakorganisatie.

De bezoldiging van zes onder hen valt ten laste van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Art. 47. Indien de in artikel 78 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel bedoelde stortingen niet binnen de gestelde termijn zijn verricht, maant de betrokken overheid bij een ter post aangetekende brief de vakorganisatie aan de nodige stortingen binnen vijftien dagen te voldoen. De vakorganisatie wordt vooraf verzocht één of meer van haar verantwoordelijke leiders uitleg te laten verschaffen.

Si la suite donnée à la mise en demeure ou les explications du dirigeant responsable ne sont pas satisfaisantes, l'autorité concernée en informe le ministre. Celui-ci, sur avis du comité de négociation, retire l'agrément de tous les délégués permanents de l'organisation syndicale concernée.

Art. 48. L'agrément peut, après l'avis du comité de négociation, être refusé par le ministre.

Le ministre notifie sa décision à l'autorité concernée et, sous pli recommandé à la poste, au membre du personnel concerné et à son organisation syndicale.

Art. 49. Le ministre délivre au délégué syndical permanent qu'il a agréé une carte de légitimation dont il fixe le modèle.

Muni de cette carte, le délégué permanent peut exercer toutes les prérogatives octroyées à son organisation syndicale.

Art. 50. L'agrément d'un délégué syndical permanent peut être retiré par une décision du ministre fondée uniquement sur des raisons graves. Dans des cas d'extrême urgence, le ministre peut suspendre l'agrément d'un délégué syndical permanent durant la procédure de retrait de l'agrément.

Le ministre décide, après avoir tout d'abord entendu le délégué permanent concerné et un ou plusieurs dirigeants responsables, et après avoir ensuite recueilli l'avis du comité de négociation.

Le ministre notifie sa décision à l'autorité concernée et, sous pli recommandé à la poste, au délégué syndical permanent concerné et à son organisation syndicale. Elle produit ses effets à partir du troisième jour suivant la date d'expédition de la notification à l'intéressé.

La suspension est levée si l'agrément n'est pas retiré dans les trente jours après le jour ou la suspension produit ses effets comme visé à l'alinéa 3.

Art. 51. § 1^{er}. Dès qu'il est agréé en qualité de délégué syndical permanent, le membre du personnel est de plein droit en congé syndical permanent. Le remplaçant éventuel est désigné en surnombre dans son emploi.

A ce titre, il n'est pas soumis à l'autorité hiérarchique. Il est néanmoins censé être en service actif. Il demeure soumis aux dispositions qui déterminent ses droits personnels dans cette position, notamment son droit au traitement, à l'augmentation de traitement et à l'avancement de grade.

Le membre du personnel agréé en tant que délégué syndical permanent conserve, pendant son congé syndical, l'évaluation qui est la sienne au moment de son agrément. S'il n'a pas fait l'objet d'une telle évaluation avant son agrément bien que le régime qui lui était applicable à ce moment prévoyait une appréciation, il ne peut, pendant son congé syndical, s'en voir attribuer une.

§ 2. La qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire du délégué syndical permanent est suspendue pour la durée du congé syndical permanent.

§ 3. Le congé syndical permanent du délégué syndical permanent est suspendu pendant les cours, stages ou examens organisés par la police intégrée en vue d'une nomination à un grade supérieur, d'une augmentation de salaire ou d'un passage vers un autre cadre de personnel, lorsque l'intéressé a donné suite à une convocation qui lui a été adressée à cette fin.

Sans que le congé syndical permanent soit suspendu et en concertation avec l'autorité concernée, le délégué permanent peut suivre des formations professionnelles organisées par la police intégrée dans le but de faciliter son reclassement dans son emploi à l'issue de son congé syndical permanent.

§ 4. Il est mis fin au congé syndical permanent du délégué syndical permanent lorsqu'il en fait la demande, lorsque son organisation syndicale le décide ou lorsque son agrément lui est retiré.

A la fin de son congé syndical, le délégué permanent occupe à nouveau l'emploi qu'il exerçait auparavant.

Art. 52. Dès que la mission d'un délégué syndical permanent prend fin, le ministre en est averti dans un délai de dix jours par l'organisation syndicale concernée. L'intéressé renvoie dans le même délai sa carte de légitimation au ministre.

Is het gevolg dat aan de aanmaning is gegeven of de uitleg van de verantwoordelijke leider onvoldoende, dan stelt de betrokken overheid de minister daarvan in kennis. Deze trekt, op advies van het onderhandelingscomité, de erkenning van alle vaste afgevaardigden van de betrokken vakorganisatie in.

Art. 48. De erkenning kan, na advies van het onderhandelingscomité door de minister worden geweigerd.

De minister brengt zijn beslissing ter kennis van de betrokken overheid en, bij een ter post aangetekende brief, van het betrokken personeelslid en van zijn vakorganisatie.

Art. 49. De minister geeft aan de door hem erkende vaste syndicale afgevaardigde een legitimatiekaart af, waarvan hij het model bepaalt.

De vaste afgevaardigde kan, wanneer hij in het bezit is van zijn legitimatiekaart, alle aan zijn vakorganisatie toegekende prerogatieven uitoefenen.

Art. 50. De erkenning van een vaste syndicale afgevaardigde kan slechts worden ingetrokken bij een enkel op gewichtige redenen gesteunde beslissing van de minister. In hoogst dringende gevallen kan de minister de erkenning van een vaste syndicale afgevaardigde schorsen voor de duur van de procedure van intrekking van de erkenning.

De minister beslist, nadat hij vooreerst de betrokken vaste afgevaardigde en één of meer verantwoordelijke leiders heeft gehoord en nadien het advies van het onderhandelingscomité heeft ingewonnen.

De minister brengt zijn beslissing ter kennis van de betrokken overheid en, bij een ter post aangetekende brief, van de betrokken vaste syndicale afgevaardigde en van zijn vakorganisatie. Zij heeft uitwerking vanaf de derde dag die volgt op de verzending van de kennisgeving aan de betrokkene.

De schorsing wordt opgeheven indien de erkenning niet wordt ingetrokken binnen de dertig dagen na de dag waarop de schorsing uitwerking heeft zoals bedoeld in het derde lid.

Art. 51. § 1. Zodra een personeelslid als vaste syndicale afgevaardigde is erkend, is het van rechtswege in permanent syndicaal verlof. De eventuele vervanger in zijn ambt wordt in hovental aangewezen.

Als zodanig is de vaste syndicale afgevaardigde niet onderworpen aan het hiërarchisch gezag. Hij wordt niettemin geacht in werkelijke dienst te zijn. Hij blijft onderworpen aan de bepalingen die zijn persoonlijke rechten in die stand regelen, inzonderheid zijn recht op wedde, op weddeverhoging en op bevordering in graad.

Het als vaste syndicale afgevaardigde erkende personeelslid behoudt gedurende zijn syndicaal verlof de evaluatie die het heeft op het tijdstip van zijn erkenning. Indien hij voor zijn erkenning niet het voorwerp heeft uitgemaakt van zodanige evaluatie hoewel de op dat ogenblik op hem toepasselijke regeling voorzag in een beoordeling, kan er hem tijdens zijn syndicaal verlof geen worden toegekend.

§ 2. De hoedanigheid van agent of officier van gerechtelijke politie van de vaste syndicale afgevaardigde wordt, voor de duur van het permanent syndicaal verlof, opgeschort.

§ 3. Het permanent syndicaal verlof van de vaste syndicale afgevaardigde wordt geschorst gedurende de cursussen, stages of examens die door de geïntegreerde politie worden georganiseerd met het oog op een benoeming in een hogere graad, een weddeverhoging of een overgang naar een ander personeelskader, wanneer de betrokkene gevolg gegeven heeft aan een daartoe strekkende oproeping.

In overleg met de betrokken overheid en zonder dat het permanent syndicaal verlof wordt geschorst, kan de vaste afgevaardigde door de geïntegreerde politie georganiseerde beroepsopleidingen volgen met het oog op het vergemakkelijken van zijn terugkeer in zijn betrekking op het einde van zijn permanent syndicaal verlof.

§ 4. Aan het permanent syndicaal verlof van de vaste afgevaardigde wordt een einde gemaakt wanneer hij erom verzoekt, wanneer zijn vakorganisatie daartoe besluit of wanneer zijn erkenning wordt ingetrokken.

De vaste afgevaardigde wordt aan het einde van zijn syndicaal verlof opnieuw tewerkgesteld in de betrekking die hij tevoren bekleedde.

Art. 52. Zodra de opdracht van een vaste syndicale afgevaardigde wordt beëindigd, wordt de minister hiervan binnen de tien dagen verwittigd door de betrokken vakorganisatie. De betrokkene zendt binnen dezelfde termijn zijn legitimatiekaart terug aan de minister.

CHAPITRE IV. — *Des autres délégués syndicaux**Section 1^{re}. — Disposition générale*

Art. 53. L'agrément des autres membres du personnel repris dans la liste visée à l'article 40, comme délégués syndicaux, peut être refusé, retiré ou suspendu, conformément aux règles déterminées aux articles 48 et 50.

Section 2. — Des délégués syndicaux dans le comité de négociation et les comités de concertation

Art. 54. Sur présentation préalable à son supérieur fonctionnel d'une convocation occasionnelle personnelle ou d'un ordre de mission permanent émanant d'un dirigeant responsable, un membre du personnel délégué syndical obtient de plein droit deux jours de congés syndical de préparation et si nécessaire, dans les limites visées à l'article 41, alinéa 1^{er}, pour la durée complémentaire nécessaire à cet effet, un congé syndical pour participer aux préparations du comité de négociation et des comités de concertation dont il relève.

Il est fait mention dans les convocations et missions visées à l'alinéa 1^{er}, du comité de négociation ou de concertation aux travaux duquel le membre du personnel est invité à participer. Les convocations occasionnelles indiquent également le lieu, le jour et l'heure des réunions.

Le secrétaire du comité de négociation ou du comité de concertation concerné reçoit, à l'intervention des supérieurs fonctionnels, une copie des convocations et missions visées à l'alinéa 1^{er}. Il leur communique le nom des membres du personnel qui sont absents à la réunion.

Le dirigeant responsable visé à l'alinéa 1^{er}, spécifie, le cas échéant, expressément dans la convocation que le temps de préparation est imputé sur le nombre de jours visé à l'article 41 et adresse en même temps, pour autant que cela soit nécessaire, une copie de la convocation au secrétaire du comité de négociation.

Section 3. — Des délégués syndicaux désignés afin d'exercer des prérogatives syndicales

Art. 55. Par ressort de chaque comité de concertation de base, les organisations syndicales représentatives peuvent faire connaître à l'autorité concernée, au prorata du nombre de membres du personnel déterminé par le ministre, le nom des membres du personnel et leurs éventuels remplaçants qui figurent sur la liste visée à l'article 40 et qui ont été désignés par elles pour exercer principalement au sein de ce ressort une ou plusieurs des compétences déterminées par l'article 15 de la loi.

Art. 56. Par ressort de chaque comité de concertation de base, les organisations syndicales agréées non-représentatives peuvent présenter au ministre pour agrément un membre du personnel appartenant à ce ressort pour exercer, selon le cas au niveau local ou provincial, les compétences définies à l'article 14, 1^o, 2^o et 3^o, de la loi.

L'agrément des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} peut être refusé, retiré ou suspendu conformément aux dispositions déterminées aux articles 48 et 50.

Art. 57. Sur présentation préalable à son supérieur fonctionnel d'un mandat émanant d'un dirigeant responsable, un membre du personnel agréé visé à l'article 55 ou 56, obtient, si les nécessités de service le permettent et pour la durée nécessaire à cet effet, une dispense de service pour l'exercice des prérogatives découlant de son agrément.

En ce qui concerne le membre du personnel agréé visé à l'article 55, la durée de la dispense de service est, pour l'exercice dans son ressort de la compétence fixée à l'article 14, 1^o et 2^o, de la loi, prise en compte comme prestation de service.

La durée de la dispense de service pour l'exercice, hors de son ressort, de la compétence fixée à l'article 14, 1^o de la loi ainsi que pour l'exercice des compétences fixées pour le surplus à l'article 15 de la loi est, dans les limites de l'article 41, prise en compte pour le temps nécessaire.

En ce qui concerne le membre du personnel agréé visé à l'article 56, la durée de la dispense de service est prise en compte pour au maximum trois jours par an pour le calcul des prestations de service.

Le dirigeant responsable visé à l'alinéa 1^{er} spécifie, le cas échéant, expressément dans la convocation que la durée demandée de la dispense est imputée sur le nombre de jours visé aux alinéas 3 et 4.

HOOFDSTUK IV. — *De overige syndicale afgevaardigden**Afdeling 1. — Algemene bepaling*

Art. 53. De erkenning van de overige personeelsleden opgenomen in de lijst bedoeld in artikel 40 als syndicale afgevaardigden kan worden geweigerd, ingetrokken of geschorst overeenkomstig de regels bepaald bij de artikelen 48 en 50.

Afdeling 2. — De syndicale afgevaardigden in het onderhandelingscomité en de overlegcomités

Art. 54. Een personeelslid-syndicale afgevaardigde, dat vooraf aan zijn functionele meerdere een van een verantwoordelijke leider uitgaande persoonlijke occasionele oproeping of doorlopende opdracht overlegt, verkrijgt van rechtswege twee dagen syndicaal voorbereidingsverlof en zonodig, binnen de grenzen bedoeld in artikel 41, eerste lid, gedurende de daartoe nodige bijkomende tijd, syndicaal verlof om deel te nemen aan de voorbereidingen van het onderhandelings- en de overlegcomités waaronder het ressorteert.

In de oproepingen en opdrachten bedoeld in het eerste lid, wordt het onderhandelings- of het overlegcomité vermeld aan de werkzaamheden waarvan het personeelslid verzocht wordt deel te nemen. In de occasionele oproepingen worden bovendien de plaats, de dag en het uur van de vergaderingen vermeld.

De secretaris van het onderhandelings- of betrokken overlegcomité ontvangt, door toedoen van de functionele meerderen, een afschrift van de oproepingen en opdrachten bedoeld in het eerste lid. Hij deelt hen de naam mede van de personeelsleden die van de vergadering wegblijven.

De in het eerste lid bedoelde verantwoordelijke leider geeft, in voorkomend geval, in de oproeping uitdrukkelijk aan dat de voorbereidingstijd wordt aangerekend op het aantal dagen bedoeld in artikel 41 en zendt tevens, voor zover nodig, een kopie van de oproeping aan de secretaris van het onderhandelingscomité.

Afdeling 3. — De syndicale afgevaardigden aangewezen om syndicale prerogatieven uit te oefenen

Art. 55. Per ressort van elk basisoverlegcomité kunnen de representatieve vakorganisaties aan de betrokken overheid, naar rata van het aantal personeelsleden bepaald door de minister, de naam kenbaar maken van de personeelsleden en hun eventuele plaatsvervangers die voorkomen op de lijst bedoeld in artikel 40 en door hen aangewezen zijn om voornamelijk binnen dat ressort één of meer van de bevoegdheden bepaald in artikel 15 van de wet uit te oefenen.

Art. 56. Per ressort van elk basisoverlegcomité kunnen de erkende niet-representatieve vakorganisaties aan de minister voor erkenning een tot dat ressort behorend personeelslid voordragen om naar gelang van het geval op lokaal of provinciaal vlak de bevoegdheden uit te oefenen bepaald bij artikel 14, 1^o, 2^o en 3^o, van de wet.

De erkenning van de in het eerste lid bedoelde personeelsleden kan worden geweigerd, ingetrokken of geschorst overeenkomstig de regels bepaald bij de artikelen 48 en 50.

Art. 57. Een in artikel 55 of 56 bedoeld erkend personeelslid dat vooraf aan zijn functionele meerdere een van een verantwoordelijke leider uitgaande machtiging voorlegt, verkrijgt, voor zover de dienstnoodwendigheden het toelaten, gedurende de daartoe nodige tijd een dienstvrijstelling voor het uitoefenen van de uit zijn erkenning voortvloeiende prerogatieven.

Wat het in artikel 55 bedoelde erkend personeelslid betreft, wordt de duur van die dienstvrijstelling voor het uitoefenen, binnen zijn ressort, van de bevoegdheid bepaald in artikel 14, 1^o en 2^o, van de wet, als dienstprestatie in aanmerking genomen.

Voor het uitoefenen buiten zijn ressort van de in artikel 14, 1^o, van de wet bepaalde bevoegdheid alsmede voor het uitoefenen van de overige in artikel 15 van de wet bepaalde bevoegdheden, wordt de duur van die dienstvrijstelling, binnen de grenzen van artikel 41, in aanmerking genomen voor de daartoe nodige tijd.

Wat het in artikel 56 bedoelde erkend personeelslid betreft, wordt de duur van de dienstvrijstelling voor ten hoogste 3 dagen per jaar in aanmerking genomen voor de berekening van de dienstprestaties.

De in het eerste lid bedoelde verantwoordelijke leider geeft, in voorkomend geval, in de oproeping uitdrukkelijk aan dat de gevraagde duur van ontheffing van dienst wordt aangerekend op het aantal dagen bedoeld in het derde en het vierde lid.

*Section 4. — Des délégués syndicaux
qui participent aux commissions et comités généraux
de leur organisation syndicale*

Art. 58. Les membres des organisations syndicales représentatives dont le nom est repris sur la liste visée à l'article 40, obtiennent, sur présentation préalable à leur supérieur fonctionnel d'une convocation personnelle émanant d'un dirigeant responsable, un congé syndical, conformément aux dispositions de l'article 41, pour participer aux travaux des commissions et comités généraux créés au sein de l'organisation syndicale.

Le dirigeant responsable visé à l'alinéa 1^{er} spécifie expressément dans la convocation que la durée de la participation est imputée sur le nombre de jours visé à l'article 41.

*CHAPITRE V. — Dispositions communes
relatives aux délégués syndicaux*

Art. 59. Les délégués syndicaux ainsi que les experts ne peuvent divulguer des faits ou documents ayant un degré de confidentialité ou auxquels l'autorité compétente a préalablement attribué un degré de sécurité.

Après avoir entendu le délégué syndical concerné ou un ou plusieurs dirigeants responsables, le ministre constate la transgression aux obligations imposées par l'alinéa 1^{er}.

La constatation visée à l'alinéa 2 a pour conséquence :

1° le retrait de l'agrément en tant que délégué syndical conformément aux règles fixées à l'article 50, lorsque un tel agrément était exigé; cet agrément ne peut être obtenu à nouveau qu'après le délai déterminé par le ministre. Ce délai ne peut être inférieur à un an et supérieur à trois ans;

2° la suspension pendant un an du droit d'intervenir en tant qu'expert dans le comité de négociation ou les comités de concertation;

3° la suspension pendant un an de l'exercice des prérogatives visées aux articles 14 et 15 de la loi.

A la requête du délégué syndical concerné et après avoir recueilli l'avis du comité de négociation, le ministre peut décider de limiter les sanctions visées à l'alinéa 3 aux conséquences visées au 2° et 3° ou à une d'entre elles.

En ce qui concerne les délégués syndicaux visés à l'article 39, alinéa 1^{er}, 6°, la constatation visée à l'alinéa 2 entraîne la suspension pendant un an du droit à des congés syndicaux en vue de la participation aux travaux visés à l'article 39, alinéa 1^{er}, 6°.

En ce qui concerne les délégués syndicaux visés à l'article 39, alinéa 1^{er}, 7°, la constatation visée à l'alinéa 2 entraîne la suspension pendant un an du droit d'agir en cette qualité.

Le ministre notifie sa décision à l'autorité concernée et, sous pli recommandé à la poste, au délégué syndical concerné et à son organisation syndicale.

Cette décision produit ses effets à partir du troisième jour suivant la date d'expédition de la notification à l'intéressé.

Art. 60. Pendant la durée de son congé syndical permanent, de son congé syndical ou de sa dispense de service pour raisons syndicales, le membre du personnel délégué syndical est, en ce qui concerne ses droits statutaires, considéré comme étant en service actif.

L'exercice des fonctions syndicales est considéré comme l'accomplissement d'une activité de service pour l'application de la législation sur les accidents de travail.

Les activités syndicales accomplies pendant le congé syndical permanent, le congé syndical ou la dispense de service pour raisons syndicales ne sont cependant pas considérées comme des prestations de service pour l'octroi d'allocations et indemnités, sauf en ce qui concerne la participation aux travaux des comités de négociation et de concertation des délégués syndicaux autres que les délégués permanents.

Le membre du personnel délégué syndical, les délégués permanents exceptés, est présumé effectuer une prestation de service lorsqu'il se rend à une réunion d'information ou de consultation à l'invitation du ministre ou de l'autorité concernée.

*Afdeling 4. — De syndicale afgevaardigden
die deelnemen aan de algemene commissies
en comités van hun vakorganisatie*

Art. 58. De leden van de representatieve vakorganisaties van wie de naam voorkomt op de lijst bedoeld in artikel 40 verkrijgen, op voorafgaande voorlegging aan hun functionele meerdere van een persoonlijke oproeping uitgaande van een verantwoordelijke leider, syndicaal verlof, overeenkomstig de bepalingen van artikel 41, om deel te nemen aan de werkzaamheden van de in de syndicale organisatie opgerichte algemene commissies en comités.

De in het eerste lid bedoelde verantwoordelijke leider geeft in de oproeping uitdrukkelijk aan dat de duur van de deelname wordt aangerekend op het aantal dagen bedoeld in artikel 41.

*HOOFDSTUK V. — Gemeenschappelijke bepalingen
betreffende de syndicale afgevaardigden*

Art. 59. De syndicale afgevaardigden alsook de deskundigen mogen geen feiten of bescheiden bekend maken die een vertrouwelijkheidsgraad hebben of waaraan de bevoegde overheid vooraf een veiligheidsgraad heeft verleend.

De minister stelt de schending van de verplichtingen opgelegd door het eerste lid vast, na de betrokken syndicale afgevaardigde of één of meer verantwoordelijke leiders te hebben gehoord.

De in het tweede lid bedoelde vaststelling heeft tot gevolg :

1° de intrekking van de erkenning als syndicaal afgevaardigde overeenkomstig de regels bepaald bij artikel 50, wanneer zodanige erkenning vereist was; die erkenning kan slechts opnieuw worden verkregen na verloop van de door de minister bepaalde duur die ten minste één jaar en ten hoogste drie jaar is;

2° de opschorting gedurende één jaar van het recht om op te treden als deskundige in het onderhandelingscomité of de overlegcomités;

3° de opschorting gedurende één jaar van de uitoefening van de prerogatieven bepaald bij de artikelen 14 en 15 van de wet.

Op verzoek van de betrokken syndicale afgevaardigde en na het advies van het onderhandelingscomité te hebben ingewonnen, kan de minister beslissen de in het derde lid bedoelde sancties te beperken tot de gevolgen bedoeld in 2° en 3° of één van hen.

Voor de syndicale afgevaardigden bedoeld in artikel 39, eerste lid, 6°, heeft de in het tweede lid bedoelde vaststelling de opschorting gedurende één jaar van het recht op syndicale verlopen met het oog op de deelneming aan de werkzaamheden bedoeld in artikel 39, eerste lid, 6°, tot gevolg.

Voor de syndicale afgevaardigden bedoeld in artikel 39, eerste lid, 7°, heeft de in het tweede lid bedoelde vaststelling de opschorting gedurende één jaar van het recht om in die hoedanigheid op te treden, tot gevolg.

De minister brengt zijn beslissing ter kennis van de betrokken overheid en, bij een ter post aangetekende brief, van de betrokken syndicale afgevaardigde en van zijn vakorganisatie.

Deze beslissing heeft uitwerking vanaf de derde dag die volgt op de verzending van de kennisgeving aan de betrokkene.

Art. 60. Het personeelslid-syndicaal afgevaardigde wordt tijdens de duur van zijn permanent syndicaal verlof, van zijn syndicaal verlof of van zijn dienstvrijstelling om syndicale redenen beschouwd als zijnde in werkelijke dienst wat zijn statutaire rechten betreft.

Voor de toepassing van de wetgeving op de arbeidsongevallen wordt de uitoefening van syndicale functies beschouwd als de vervulling van een dienstactiviteit.

Evenwel worden de syndicale activiteiten verricht tijdens het permanent syndicaal verlof, het syndicaal verlof of de dienstvrijstelling om syndicale redenen voor de toekenning van toelagen en vergoedingen niet als dienstprestaties beschouwd, tenzij wat de deelneming aan de werkzaamheden van het onderhandelingscomité en de overlegcomités betreft en voor zover het niet gaat om een vaste afgevaardigde.

Het personeelslid-syndicaal afgevaardigde, de vaste afgevaardigden uitgezonderd, wordt geacht een dienstprestatie te vervullen wanneer het zich begeeft naar een informatie- of consultatievergadering op uitnodiging van de minister of de betrokken overheid.

Art. 61. Les dispositions qui concernent le régime et les sanctions disciplinaires ne peuvent, sauf en ce qui concerne l'application de l'article 127, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et l'article 17 de la loi, être appliquées aux délégués syndicaux pour les actes qu'ils accomplissent en cette qualité et qui sont directement liés aux prérogatives qu'ils exercent.

Les avis et les appréciations émis dans le cadre des procédures disciplinaires, d'avancement, de retrait d'emploi et d'appréciation des qualités morales ou des aptitudes professionnelles, ne peuvent être fondés sur les activités accomplies en tant que délégué syndical, ni faire état de celles-ci.

Art. 62. Si le délégué syndical a fait l'objet d'une mutation qu'il n'a pas sollicitée, le dirigeant responsable de son organisation syndicale représentative dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour demander, par pli recommandé à la poste, une réunion extraordinaire du comité de concertation de base duquel le délégué ressort.

Le délégué syndical visé à l'alinéa 1^{er}, ne peut pas siéger dans le comité pendant cette réunion extraordinaire.

La mutation du délégué syndical concerné est suspendue dès la demande visée à l'alinéa premier et jusqu'à ce que le comité de concertation de base compétent a émis un avis à ce sujet et que l'autorité compétente a décidé de confirmer ou non la mutation.

Pour le reste l'article 21, alinéa 4, l'article 27, § 2, alinéa 2, les articles 30 à 32 y compris, sont d'application conforme pour cette réunion extraordinaire.

CHAPITRE VI. — *Des prérogatives syndicales des membres du personnel*

Art. 63. Sur demande préalable d'un dirigeant responsable adressée à l'autorité compétente, et pour autant que les nécessités du service le permettent, les membres du personnel obtiennent, pour la durée nécessaire à cet effet, une dispense de service pour participer aux réunions organisées dans les locaux par les organisations syndicales représentatives en vertu de l'article 15, 4^o, de la loi.

La durée de cette dispense de service n'entre en ligne de compte pour le calcul du temps de travail qu'à concurrence de douze heures par an et par membre du personnel.

Art. 64. Un membre du personnel convoqué pour siéger comme expert d'une organisation syndicale représentative dans le comité de négociation ou dans un comité de concertation, obtient pour la durée nécessaire à cet effet et avec un maximum de 30 jours par an, un congé syndical pour participer aux travaux de ce comité.

Ces congés sont déduits du crédit de congés syndicaux visé à l'article 41.

TITRE VI. — *Dispositions abrogatoires, modificatives, transitoires et finales*

CHAPITRE Ier. — *Dispositions abrogatoires et modificatives*

Art. 65. A l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'annexe I, sous le SECTEUR I, Administration générale, Rubrique C, le 18^o est supprimé;

2^o à l'annexe I, sous le SECTEUR III, Justice, Rubrique C, le 3^o est supprimé.

Art. 66. L'arrêté royal du 1^{er} octobre 1998 portant exécution de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, est abrogé.

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 67. L'organisation syndicale professionnelle représentative qui bénéficiait d'un financement du congé syndical de formation sur la base des arrêtés applicables avant le 1^{er} janvier 2001, continue à en bénéficier pendant cinq ans à partir du 1^{er} janvier 2001 et à concurrence du montant global maximum et des paramètres fixés par les arrêtés précités.

Art. 68. L'organisation syndicale professionnelle représentative visée à l'article 67 soumet au directeur général des ressources humaines au moins trente jours avant leurs débuts, la nature et le contenu des formations.

Art. 61. De bepalingen betreffende de tuchtregeling en de tuchtstraffen mogen, tenzij wat de naleving van artikel 127, derde lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en artikel 17 van de wet betreft, niet worden toegepast op de syndicale afgevaardigden voor de handelingen die zij in die hoedanigheid verrichten en die rechtstreeks verband houden met de door hen uitgeoefende prerogatieven.

De adviezen en beoordelingen uitgebracht in het raam van tuchtprocedures, procedures inzake bevordering, ambtsontheffing en beoordeling van de morele hoedanigheden of de beroepsbekwaamheden mogen niet steunen op de handelingen verricht als syndicale afgevaardigde, noch ervan gewag maken.

Art. 62. Indien een syndicale afgevaardigde het voorwerp heeft uitgemaakt van een mutatie die hij niet heeft aangevraagd, beschikt de verantwoordelijke leider van zijn representatieve vakorganisatie over een termijn van vijf werkdagen om bij een ter post aangetekende brief een buitengewone vergadering van het basisoverlegcomité, waaronder de afgevaardigde ressorteert, aan te vragen.

De syndicale afgevaardigde bedoeld in het eerste lid, mag tijdens deze buitengewone vergadering geen zitting in het comité hebben.

De mutatie van de betrokken syndicale afgevaardigde wordt opgeschort vanaf de in het eerste lid bedoelde aanvraag en totdat het bevoegde basisoverlegcomité hieromtrent een advies heeft verstrekt en de bevoegde overheid zich heeft uitgesproken om de mutatie al dan niet te bevestigen.

Voor het overige zijn de artikelen 21, vierde lid, 27, § 2, tweede lid, 30 tot en met 32 van overeenkomstige toepassing op deze buitengewone vergadering.

HOOFDSTUK VI. — *De syndicale bevoegdheden van de personeelsleden*

Art. 63. De personeelsleden verkrijgen, op voorafgaand verzoek van een verantwoordelijke leider gericht aan de bevoegde overheid en voor zover de dienstonoedwendigheden het toelaten, gedurende de daartoe nodige tijd, dienstvrijstelling om deel te nemen aan de vergaderingen die de representatieve vakorganisaties, krachtens artikel 15, 4^o, van de wet, in de lokalen beleggen.

De duur van deze dienstvrijstelling wordt voor ten hoogste twaalf uren per jaar en per personeelslid in aanmerking genomen voor de berekening van de arbeidstijd.

Art. 64. Een personeelslid opgeroepen om voor een representatieve vakorganisatie zitting te houden als deskundige in het onderhandelings- of in een overlegcomité verkrijgt, gedurende de daartoe nodige tijd en met een maximum van 30 dagen per jaar, syndicaal verlof om deel te nemen aan de werkzaamheden van dat comité.

Deze verloven worden afgetrokken van het aantal dagen syndicaal verlof bedoeld in artikel 41.

TITEL VI. — *Opheffings-, wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Opheffings- en wijzigingsbepalingen*

Art. 65. In het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in bijlage I, onder SECTOR I, Algemeen Bestuur, Rubriek C, wordt het 18^o geschrapt;

2^o in bijlage I, onder SECTOR III, Justitie, Rubriek C, wordt het 3^o geschrapt.

Art. 66. Het koninklijk besluit van 1 oktober 1998 tot uitvoering van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het operationeel korps, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 67. De representatieve professionele syndicale organisatie die op grond van de besluiten toepasselijk vóór 1 januari 2001 een financiering van het syndicaal opleidingsverlof genoot, behoudt die gedurende vijf jaren te rekenen vanaf 1 januari 2001 en tot beloop van het globaal maximumbedrag en de parameters vervat in voormelde besluiten.

Art. 68. De representatieve professionele syndicale organisatie bedoeld in artikel 67 legt de aard en de inhoud van de opleidingen ten minste dertig dagen voor de aanvang ervan voor aan de directeur-generaal van het personeel.

Art. 69. L'organisation syndicale professionnelle représentative visée à l'article 67 envoie au directeur général des ressources humaines, par semestre et à l'aide du modèle déterminé par le ministre, les factures relatives aux formations, ainsi qu'une liste des membres du personnel qui ont suivi cette formation et le nombre de jours de formation suivi par membre du personnel.

Après contrôle de ces documents par le directeur général des ressources humaines, le paiement du montant précité est versé, dans les limites de l'article 67, sur le numéro de compte bancaire indiqué par l'organisation syndicale concernée.

Art. 70. La première période de six ans, visée à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi, prend cours le 1^{er} janvier 2001.

Art. 71. La demande de l'agrément visé à l'article 33 de la loi doit être introduite auprès du ministre par une lettre recommandée à la poste pour le 28 février 2001.

Art. 72. Par dérogation aux articles 9 et 70, la demande concernant la constatation de la représentativité visée à l'article 9 doit être introduite pour le 28 février 2001.

Art. 73. Par dérogation à l'article 21, alinéa 2 la composition de la délégation de l'organisation syndicale peut comprendre au maximum six membres pour les procédures de négociation qui ont été entamées par l'inscription à l'ordre du jour du comité de négociation avant le 31 décembre 2002.

Art. 74. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 75. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 février 2001

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Annexe à l'arrêté royal du 8 février 2001
COMITES DE CONCERTATION DE BASE
COMITES DE CONCERTATION DE BASE
POUR LES MEMBRES DU PERSONNEL
DES SERVICES DE POLICE LOCALES

Tous les documents émanant des comités de concertation de base visés à l'article 34 du présent arrêté, dont notamment les convocations et les procès-verbaux des séances, portent la mention « CCB Pol », complétée par le numéro d'ordre respectif suivant :

L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE BRUXELLES-CAPITALE

- Bruxelles/Ixelles	N° 1
- Molenbeek-Saint-Jean/Koekelberg/Jette/Ganshoren/ Berchem-Sainte-Agathe	2
- Anderlecht/Saint-Gilles/Forest	3
- Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem	4
- Etterbeek/Woluwe-Saint-Pierre/Woluwe-Saint-Lambert	5
- Schaerbeek/Evere/Saint-Josse-ten-Noode	6

LA PROVINCE DU BRABANT FLAMAND

- Louvain	7
- Bekkevoort/Geetbets/Glabbeek/Kortenaken/Tielt-Winge	8
- Landen/Linter/Léau	9
- Bierbeek/Boutersem/Holsbeek/Lubbeek	10
- Hoegaarden/Tirlemont	11
- Herent/Kortenbergh	12

Art. 69. De representatieve professionele syndicale organisatie bedoeld in artikel 67 stuurt aan de directeur-generaal van het personeel per semester de facturen van de opleidingen, alsmede een lijst van de personeelsleden die de opleiding hebben genoten en het per personeelslid gevolgde aantal opleidingsdagen. Daartoe wordt het model aangewend dat de minister bepaalt.

Na controle van die documenten door de directeur-generaal van het personeel, wordt het te betalen bedrag binnen de grenzen van artikel 67 gestort op het bankrekeningnummer aangegeven door de betrokken syndicale organisatie.

Art. 70. De eerste periode van zes jaar bedoeld in artikel 12, § 1, eerste lid, van de wet, gaat in op 1 januari 2001.

Art. 71. De aanvraag tot erkenning bedoeld in artikel 33 van de wet, moet, via een bij de post aangetekende brief, bij de minister worden ingediend vóór 28 februari 2001.

Art. 72. In afwijking van de artikelen 9 en 70 moet de in artikel 9 bedoelde aanvraag tot vaststelling van de representativiteit worden ingediend vóór 28 februari 2001.

Art. 73. In afwijking op artikel 21, tweede lid mag de samenstelling van de afvaardiging van de vakorganisatie bestaan uit maximum zes leden voor de onderhandelingsprocedures die zijn aangevat door inschrijving op de dagorde van het onderhandelingscomité vóór 31 december 2002.

Art. 74. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 75. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 februari 2001

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Bijlage bij het koninklijk besluit van 8 februari 2001

BASISOVERLEGCOMITES
BASISOVERLEGCOMITES
VOOR DE PERSONEELSLEDEN
VAN DE LOKALE POLITIEDIENSTEN

Alle documenten van de basisoverlegcomites bedoeld in artikel 34 van dit besluit, zoals ondermeer de oproepingen en de notulen, dragen de vermelding « BOC Pol », gevolgd door het hieronder vermelde respectieve volgnummer :

ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT BRUSSEL- HOOFDSTAD

- Brussel/Elsene	Nr. 1
- Sint-Jans-Molenbeek/Koekelberg/Jette/Ganshoren/ Sint-Agatha-Berchem	2
- Anderlecht/Sint-Gillis/Vorst	3
- Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem	4
- Etterbeek/Sint-Pieters-Woluwe/Sint-Lambrechts-Woluwe	5
- Schaarbeek/Evere/Sint-Joost-ten-Node	6

DE PROVINCIE VLAAMS-BRABANT

- Leuven	7
- Bekkevoort/Geetbets/Glabbeek/Kortenaken/Tielt-Winge	8
- Landen/Linter/Zoutleeuw	9
- Bierbeek/Boutersem/Holsbeek/Lubbeek	10
- Hoegaarden/Tienen	11
- Herent/Kortenbergh	12

- Aarschot	13	- Aarschot	13
- Boortmeerbeek/Haacht/Keerbergen	14	- Boortmeerbeek/Haacht/Keerbergen	14
- Diest/Montaigu	15	- Diest/Scherpenheuvel-Zichem	15
- Bertem/Huldenberg/Oud-Heverlee	16	- Bertem/Huldenberg/Oud-Heverlee	16
- Tervuren	17	- Tervuren	17
- Begijnendijk/Rotselaar/Tremelo	18	- Begijnendijk/Rotselaar/Tremelo	18
- Zaventem	19	- Zaventem	19
- Kraainem/Wezembeek-Oppem	20	- Kraainem/Wezembeek-Oppem	20
- Hoeilaart/Overijse	21	- Hoeilaart/Overijse	21
- Drogenbos/Linkebeek/Rhode-Saint-Genèse	22	- Drogenbos/Linkebeek/Sint-Genesius-Rode	22
- Beersel	23	- Beersel	23
- Biévène/Gammerages/Gooik/Herne/Lennik/Pepingen	24	- Bever/Galmaarden/Gooik/Herne/Lennik/Pepingen	24
- Dilbeek	25	- Dilbeek	25
- Affligem/Liedekerke/Roosdaal/Ternat	26	- Affligem/Liedekerke/Roosdaal/Ternat	26
- Asse/Merchtem/Opwijk/Wemmel	27	- Asse/Merchtem/Opwijk/Wemmel	27
- Kapelle-op-den-Bos/Londerzeel/Meise	28	- Kapelle-op-den-Bos/Londerzeel/Meise	28
- Grimbergen	29	- Grimbergen	29
- Machelen/Vilvoorde	30	- Machelen/Vilvoorde	30
- Kampenhout/Steenokkerzeel/Zemst	31	- Kampenhout/Steenokkerzeel/Zemst	31
- Halle	32	- Halle	32
- Sint-Pieters-Leeuw	33	- Sint-Pieters-Leeuw	33

LA PROVINCE DE BRABANT WALLON

- Nivelles/Genappe	34
- Braine-le-Château/Ittre/Rebecq/Tubize	35
- La Hulpe/Lasne/Rixensart	36
- Court-Saint-Etienne/Villers-la-Ville/Mont-Saint-Guibert/Chastre/Walhain	37
- Wavre	38
- Grez-Doiceau/Beauvechain/Incourt/Chaumont-Gistoux	39
- Braine-l'Alleud	40
- Waterloo	41
- Ottignies-Louvain-la-Neuve	42
- Jodoigne/Hélécine/Orp-Jauche/Ramillies/Perwez	43

LA PROVINCE D'ANVERS

- Anvers	44
- Zwijndrecht	45
- Boom/Rumst/Niel/Schelle/Hemiksem	46
- Kapellen/Stabroek	47
- Aartselaar/Edegem/Hove/Kontich/Lint	48
- Essen/Kalmthout/Wuustwezel	49
- Boechout/Borsbeek/Mortsel/Wijnegem/Wommelgem	50
- Brasschaat	51
- Schoten	52
- Ranst/Zandhoven	53
- Brecht/Malle/Schilde/Zoersel	54
- Bornem/Puurs/Sint-Amands	55
- Willebroek	56
- Malines	57
- Bonheiden/Duffel/Putte/Sint-Katelijne-Waver	58
- Lierre	59

DE PROVINCIE WAALS-BRABANT

- Nijvel/Genepiën	34
- Kasteelbrakel/Itter/Roosbeek/Tubeke	35
- Terhulpen/Lasne/Rixensart	36
- Court-Saint-Etienne/Villers-la-Ville/Mont-Saint-Guibert/Chastre/Walhain	37
- Waver	38
- Graven/Bevekom/Incourt/Chaumont-Gistoux	39
- Eigenbrakel	40
- Waterloo	41
- Ottignies-Louvain-la-Neuve	42
- Geldenaken/Hélécine/Orp-Jauche/Ramillies/Perwijs	43

DE PROVINCIE ANTWERPEN

- Antwerpen	44
- Zwijndrecht	45
- Boom/Rumst/Niel/Schelle/Hemiksem	46
- Kapellen/Stabroek	47
- Aartselaar/Edegem/Hove/Kontich/Lint	48
- Essen/Kalmthout/Wuustwezel	49
- Boechout/Borsbeek/Mortsel/Wijnegem/Wommelgem	50
- Brasschaat	51
- Schoten	52
- Ranst/Zandhoven	53
- Brecht/Malle/Schilde/Zoersel	54
- Bornem/Puurs/Sint-Amands	55
- Willebroek	56
- Mechelen	57
- Bonheiden/Duffel/Putte/Sint-Katelijne-Waver	58
- Lier	59

- Berlaar/Nijlen	60	- Berlaar/Nijlen	60
- Heist-op-den-Berg	61	- Heist-op-den-Berg	61
- Hoogstraten/Merksplas/Rijkevorsel	62	- Hoogstraten/Merksplas/Rijkevorsel	62
- Beerse/Lille/Vosselaar/Baerle-Duc/Kasterlee/ Oud-Turnhout/Turnhout	63	- Beerse/Lille/Vosselaar/Baarle-Hertog/Kasterlee/ Oud-Turnhout/Turnhout	63
- Herselt/Hulshout/Westerlo	64	- Herselt/Hulshout/Westerlo	64
- Geel/Laakdal/Meerhout	65	- Geel/Laakdal/Meerhout	65
- Arendonk/Ravels/Retie	66	- Arendonk/Ravels/Retie	66
- Balen/Dessel/Mol	67	- Balen/Dessel/Mol	67
- Grobbendonk/Herentals/Herenthout/Olen/Vorselaar	68	- Grobbendonk/Herentals/Herenthout/Olen/Vorselaar	68
LA PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE		DE PROVINCIE WEST-VLAANDEREN	
- Bruges	69	- Brugge	69
- Blankenberge/Zuienkerke	70	- Blankenberge/Zuienkerke	70
- Damme/Knokke-Heist	71	- Damme/Knokke-Heist	71
- Beernem/Oostkamp/Zedelgem	72	- Beernem/Oostkamp/Zedelgem	72
- Ardooië/Pittem/Ruiselede/Tielt/Wingene/Lichtervelde	73	- Ardooië/Pittem/Ruiselede/Tielt/Wingene/Lichtervelde	73
- Ostende	74	- Oostende	74
- Bredene/De Haan	75	- Bredene/De Haan	75
- Middelkerke	76	- Middelkerke	76
- Gistel/Ichtegem/Jabbeke/Oudenburg /Torhout	77	- Gistel/Ichtegem/Jabbeke/Oudenburg/Torhout	77
- Hooglede/Roulers/Izegem	78	- Hooglede/Roeselare/Izegem	78
- Dentergem/Ingelmunster/Meulebeke/Oostrozebeke/ Wielsbeke	79	- Dentergem/Ingelmunster/Meulebeke/Oostrozebeke/ Wielsbeke	79
- Menin/Ledegem/Wevelgem	80	- Menen/Ledegem/Wevelgem	80
- Courtrai/Kuurne/Lendeledede	81	- Kortrijk/Kuurne/Lendeledede	81
- Waregem/Anzegem/Espierres-Helchin/Zwevegem/ Avelgem	82	- Waregem/Anzegem/Spiere-Helkijn/Zwevegem/Avelgem	82
- Deerlijk/Harelbeke	83	- Deerlijk/Harelbeke	83
- Alveringem/Lo-Reninge/Furnes	84	- Alveringem/Lo-Reninge/Veurne	84
- Dixmude/Houthulst/Koekelare/Kortemark	85	- Diksmuide/Houthulst/Koekelare/Kortemark	85
- La Panne/Koksijde/Nieuport	86	- De Panne/Koksijde/Nieuwpoort	86
- Ypres/Wervik/Heuvelland/Mesen/Poperinge/Vleteren/ Langemark-Poelkapelle/Moorslede/Staden/Zonnebeke	87	- Ieper/Wervik/Heuvelland/Mesen/Poperinge/Vleteren/ Langemark-Poelkapelle/Moorslede/Staden/Zonnebeke	87
LA PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE		DE PROVINCIE OOST-VLAANDEREN	
- Gand	88	- Gent	88
- Lochristi/Moerbeke/Wachtebeke/Zelzate	89	- Lochristi/Moerbeke/Wachtebeke/Zelzate	89
- Eeklo/Kaprijke/Sint-Laureins	90	- Eeklo/Kaprijke/Sint-Laureins	90
- Destelbergen/Melle/Merelbeke/Oosterzele	91	- Destelbergen/Melle/Merelbeke/Oosterzele	91
- De Pinte/Gavere/Nazareth/Sint-Martens-Latem	92	- De Pinte/Gavere/Nazareth/Sint-Martens-Latem	92
- Deinze/Zulte	93	- Deinze/Zulte	93
- Assenede/Evergem	94	- Assenede/Evergem	94
- Lovendegem/Nevele/Waarschoot/Zomergem	95	- Lovendegem/Nevele/Waarschoot/Zomergem	95
- Aalter/Knesselare	96	- Aalter/Knesselare	96
- Maldegem	97	- Maldegem	97
- Kluisbergen/Kruishoutem/Audenarde/Wortegem- Petegem/ Zingem	98	- Kluisbergen/Kruishoutem/Oudenaarde/Wortegem- Petegem/ Zingem	98
- Brakel/Horebeke/Maarkedal/Zwalm	99	- Brakel/Horebeke/Maarkedal/Zwalm	99
- Renaix	100	- Ronse	100
- Grammont/Lierde	101	- Geraardsbergen/Lierde	101
- Herzele/Sint-Lievens-Houtem/Zottegem	102	- Herzele/Sint-Lievens-Houtem/Zottegem	102
- Beveren	103	- Beveren	103

- Sint-Gillis-Waas/Stekene	104	- Sint-Gillis-Waas/Stekene	104
- Saint-Nicolas	105	- Sint-Niklaas	105
- Kruibeke/Tamise	106	- Kruibeke/Temse	106
- Lokeren	107	- Lokeren	107
- Hamme/Waasmunster	108	- Hamme/Waasmunster	108
- Berlare/Zelee	109	- Berlare/Zelee	109
- Buggenhout/Lebbeke	110	- Buggenhout/Lebbeke	110
- Laarne/Wetteren/Wichelen	111	- Laarne/Wetteren/Wichelen	111
- Denderleeuw/Haaltert	112	- Denderleeuw/Haaltert	112
- Alost	113	- Aalst	113
- Erpe-Mere/Lede	114	- Erpe-Mere/Lede	114
- Ninove	115	- Ninove	115
- Termonde	116	- Dendermonde	116

LA PROVINCE DU LIMBOURG

- Diepenbeek/Hasselt/Zonhoven	117
- Lommel	118
- Hamont-Achel/Neerpelt/Overpelt	119
- Beringen/Ham/Tessenderlo	120
- Halen/Herk-de-Stad/Lummen	121
- Heusden-Zolder	122
- Gingelom/Nieuwerkerken/Saint-Trond	123
- Hechtel-Eksel/Bourg-Léopold/Peer	124
- Houthalen-Helchteren	125
- Alken/Borgloon/Heers/Kortesse/Wellen	126
- Tongres/Herstappe	127
- Bilzen/Hoeselt/Riemst	128
- Fourons	129
- Dilsen-Stokkem/Maaseik	130
- As/Opglabbeek/Genk/Zutendaal	131
- Bocholt/Bree/Kinrooi/Meeuwen-Gruitrode	132
- Lanaken	133
- Maasmechelen	134

LA PROVINCE DU HAINAUT

- Tournai/Antoing/Brunehaut/Rumes	135
- Mouscron	136
- Comines-Warнетon	137
- Belœil/Leuze-en-Hainaut	138
- Celles/Estaimpuis/Mont-de-l'Enclus/Pecq	139
- Bernissart/Péruwelz	140
- Ath	141
- Ellezelles/Flobecq/Frasnes-lez-Anvaing/Lessines	142
- Mons/Quévy	143
- La Louvière	144
- Brugelette/Chièvres/Enghien/Jurbise/Lens/Silly	145
- Boussu/Colfontaine/Frameries/Quaregnon/Saint-Ghislain	146
- Soignies/Braine-le-Comte/Ecaussinnes/Le Rœulx	147
- Dour/Hensies/Honnelles/Quiévrain	148
- Charleroi	149
- Châtelet/Aiseau-Presles/Farciennes	150

DE PROVINCIE LIMBURG

- Diepenbeek/Hasselt/Zonhoven	117
- Lommel	118
- Hamont-Achel/Neerpelt/Overpelt	119
- Beringen/Ham/Tessenderlo	120
- Halen/Herk-de-Stad/Lummen	121
- Heusden-Zolder	122
- Gingelom/Nieuwerkerken/Sint-Truiden	123
- Hechtel-Eksel/Leopoldsburg/Peer	124
- Houthalen-Helchteren	125
- Alken/Borgloon/Heers/Kortesse/Wellen	126
- Tongeren/Herstappe	127
- Bilzen/Hoeselt/Riemst	128
- Voeren	129
- Dilsen-Stokkem/Maaseik	130
- As/Opglabbeek/Genk/Zutendaal	131
- Bocholt/Bree/Kinrooi/Meeuwen-Gruitrode	132
- Lanaken	133
- Maasmechelen	134

DE PROVINCIE HENEGOUWEN

- Doornik/Antoing/Brunehaut/Rumes	135
- Moeskroen	136
- Komen-Waasten	137
- Belœil/Leuze-en-Hainaut	138
- Celles/Estaimpuis/Mont-de-l'Enclus/Pecq	139
- Bernissart/Péruwelz	140
- Aat	141
- Elzele/Vloesberg/Frasnes-lez-Anvaing/Lessen	142
- Bergen/Quévy	143
- La Louvière	144
- Brugelette/Chièvres/Edingen/Jurbeke/Lens/Opzullik	145
- Boussu/Colfontaine/Frameries/Quaregnon/Saint-Ghislain	146
- Zinnik/'s Gravenbrakel/Ecaussinnes/Le Rœulx	147
- Dour/Hensies/Honnelles/Quiévrain	148
- Charleroi	149
- Châtelet/Aiseau-Presles/Farciennes	150

- Binche/Anderlues	151	- Binche/Anderlues	151
- Erquennes/Estinnes/Merbes-le-Château/Lobbes	152	- Erquennes/Estinnes/Merbes-le-Château/Lobbes	152
- Beaumont/Chimay/Froidchappelle/Momignies/Sivry-Rance	153	- Beaumont/Chimay/Froidchappelle/Momignies/Sivry-Rance	153
- Chapelle-lez-Herlaimont/Manage/Morlanwelz/Seneffe	154	- Chapelle-lez-Herlaimont/Manage/Morlanwelz/Seneffe	154
- Courcelles/Fontaine-l'Evêque	155	- Courcelles/Fontaine-l'Evêque	155
- Fleurus/Les Bons Villers/Pont-à-Celles	156	- Fleurus/Les Bons Villers/Pont-à-Celles	156
- Gerpinnes/Ham-sur-Heure-Nalines/Montigny-le-Tilleul/Thuin	157	- Gerpinnes/Ham-sur-Heure-Nalines/Montigny-le-Tilleul/Thuin	157
LA PROVINCE DE LIEGE		DE PROVINCIE LUIK	
- Liège	158	- Luik	158
- Seraing/Neupré	159	- Seraing/Neupré	159
- Herstal	160	- Herstal	160
- Beyne-Heusay/Fléron/Soumagne	161	- Beyne-Heusay/Fléron/Soumagne	161
- Visé/Blégny/Dahlem/Oupeye/Bassenge/Juprelle	162	- Wezet/Blégny/Dahlem/Oupeye/Bitsingen/Juprelle	162
- Flémalle	163	- Flémalle	163
- Chaudfontaine/Esneux/Trooz/Aywaille/Sprimont	164	- Chaudfontaine/Esneux/Trooz/Aywaille/Sprimont	164
- Ans/Saint-Nicolas	165	- Ans/Saint-Nicolas	165
- Awans/Grâce-Hollogne	166	- Awans/Grâce-Hollogne	166
- Berloz/Crisnée/Donceel/Faimes/Fexhe-le-Haut-Clocher/Geer/Oreye/Remicourt/Waremme	167	- Berloz/Crisnée/Donceel/Faimes/Fexhe-le-Haut-Clocher/Geer/Oerle/Remicourt/Borgworm	167
- Jalhay/Spa/Theux	168	- Jalhay/Spa/Theux	168
- Aubel/Herve/Olne/Thimister-Clermont/Baelen/Limbourg/Plombières/Welkenraedt	169	- Aubel/Herve/Olne/Thimister-Clermont/Baelen/Limbourg/Plombières/Welkenraedt	169
- Dison/Pepinster/Verviers	170	- Dison/Pepinster/Verviers	170
- Lierneux/Malmedy/Stavelot/Stoumont/Trois-Ponts/Waimes	171	- Lierneux/Malmedy/Stavelot/Stoumont/Trois-Ponts/Waimes	171
- Amblève/Bullange/Burg-Reuland/Butgenbach/Saint-Vith	172	- Amel/Büllingen/Burg-Reuland/Butgenbach/Saint-Vith	172
- Eupen/La Calamine/Lontzen/Raeren	173	- Eupen/Kelmis/Lontzen/Raeren	173
- Braives/Burdinne/Hannut/Héron/Lincent/Wasseiges	174	- Braives/Burdinne/Hannuit/Héron/Lijsem/Wasseiges	174
- Amay/Engis/Saint-Georges/Verlaine/Villers-le-Bouillet/Wanze	175	- Amay/Engis/Saint-Georges/Verlaine/Villers-le-Bouillet/Wanze	175
- Huy	176	- Hoei	176
- Anthisnes/Clavier/Comblain-au-Pont/Ferrières/Hamoir/Marchin/Modave/Nandrin/Ouffet/Tinlot	177	- Anthisnes/Clavier/Comblain-au-Pont/Ferrières/Hamoir/Marchin/Modave/Nandrin/Ouffet/Tinlot	177
LA PROVINCE DE LUXEMBOURG		DE PROVINCIE LUXEMBURG	
- Arlon/Attert/Habay/Martelange	178	- Aarlen/Attert/Habay/Martelange	178
- Aubange/Messancy/Musson/Saint-Léger	179	- Aubange/Messancy/Musson/Saint-Léger	179
- Chiny/Florenville/Meix-devant-Virton/Rouvroy/Tintigny/Virton/Etalle	180	- Chiny/Florenville/Meix-devant-Virton/Rouvroy/Tintigny/Virton/Etalle	180
- Gouvy/Houffalize/Vielsalm/Manhay/La Roche-en-Ardenne/Durbuy/Erezée/Hotton/Rendeux/Marche-en-Famenne/Nassogne/Tenneville	181	- Gouvy/Houffalize/Vielsalm/Manhay/La Roche-en-Ardenne/Durbuy/Erezée/Hotton/Rendeux/Marche-en-Famenne/Nassogne/Tenneville	181
- Libramont-Chevigny/Bastogne/Bertogne/Fauvillers/Saint-Ode/Vaux-sur-Sûre/Léglise/Neufchâteau	182	- Libramont-Chevigny/Bastogne/Bertogne/Fauvillers/Saint-Ode/Vaux-sur-Sûre/Léglise/Neufchâteau	182
- Wellin/Tellin/Libin/Daverdisse/Saint-Hubert/Bouillon/Paliseul/Bertrix/Herbeumont	183	- Wellin/Tellin/Libin/Daverdisse/Saint-Hubert/Bouillon/Paliseul/Bertrix/Herbeumont	183
LA PROVINCE DE NAMUR		DE PROVINCIE NAMEN	
- Namur	184	- Namen	184
- Eghezée/Gembloux/La Bruyère	185	- Eghezée/Gembloux/La Bruyère	185
- Andenne/Assesse/Fernelmont/Gesves/Ohey	186	- Andenne/Assesse/Fernelmont/Gesves/Ohey	186
- Floreffe/Fosses-la-Ville/Mettet/Profondeville	187	- Floreffe/Fosses-la-Ville/Mettet/Profondeville	187

- Sambreville/Sombrefe	188	- Sambreville/Sombrefe	188
- Jemeppe-sur-Sambre	189	- Jemeppe-sur-Sambre	189
- Florennes/Walcourt	190	- Florennes/Walcourt	190
- Beauraing/Bièvre/Gedinne/Vresse-sur-Semois	191	- Beauraing/Bièvre/Gedinne/Vresse-sur-Semois	191
- Couvin/Viroinval	192	- Couvin/Viroinval	192
- Dinant/Anhée/Hastière/Onhaye/Yvoir	193	- Dinant/Anhée/Hastière/Onhaye/Yvoir	193
- Houyet/Rochefort	194	- Houyet/Rochefort	194
- Ciney/Hamois/Havelange/Somme-Leuze	195	- Ciney/Hamois/Havelange/Somme-Leuze	195
- Cerfontaine/Doische/Philippeville	196	- Cerfontaine/Doische/Philippeville	196

COMITES DE CONCERTATION DE BASE POUR LES MEMBRES DU PERSONNEL DES SERVICES DE LA POLICE FEDERALE

L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE BRUXELLES-CAPITALE	197
LA PROVINCE DU BRABANT FLAMAND	198
LA PROVINCE DE BRABANT WALLON	199
LA PROVINCE D'ANVERS	200
LA PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE	201
LA PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE	202
LA PROVINCE DU LIMBOURG	203
LA PROVINCE DU HAINAUT	204
LA PROVINCE DE LIEGE	205
LA PROVINCE DE LUXEMBOURG	206
LA PROVINCE DE NAMUR	207

BASISOVERLEGCOMITES VOOR DE PERSONEELSLEDEN VAN DE FEDERALE POLITIE

ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT BRUSSEL-HOOFD-STAD	197
DE PROVINCIE VLAAMS-BRABANT	198
DE PROVINCIE WAALS-BRABANT	199
DE PROVINCIE ANTWERPEN	200
DE PROVINCIE WEST-VLAANDEREN	201
DE PROVINCIE OOST-VLAANDEREN	202
DE PROVINCIE LIMBURG	203
DE PROVINCIE HENEGOUWEN	204
DE PROVINCIE LUIK	205
DE PROVINCIE LUXEMBURG	206
DE PROVINCIE NAMEN	207

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 février 2001 portant exécution de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 8 februari 2001 tot uitvoering van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

F. 2001 — 452

[C - 2001/01121]

8 FEVRIER 2001. — Arrêté royal déterminant les réglementations de base au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police, notamment l'article 3, alinéa 2;

Vu le protocole n° 9 du 5 juillet 2000 du comité de négociation pour les services de police;

Vu l'avis du conseil consultatif des bourgmestres, donné le 19 octobre 2000;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur de l'arrêté sur la position juridique du personnel des services de police le 1^{er} avril 2001 qui requiert encore bon nombre d'arrêtés d'exécution; par le fait que ces arrêtés d'exécution doivent faire l'objet de négociations ou de concertation avec les organisations syndicales représentatives et que les dispositions à ce sujet, qui doivent être établies via des négociations, doivent être définies; par le fait que la loi du 24 mars 1999 organisant les

N. 2001 — 452

[C - 2001/01121]

8 FEBRUARI 2001. — Koninklijk besluit tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 3, eerste lid, 1^o, van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten, inzonderheid op het artikel 3, tweede lid;

Gelet op het protocol nr. 9 van 5 juli 2000 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten;

Gelet op het advies van de adviesraad van burgemeesters, gegeven op 19 oktober 2000;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de inwerkingtreding van het rechtspositiebesluit van het personeel van de politiediensten op 1 april 2001 nog tal van uitvoeringsbesluiten vergt; dat die uitvoeringsbesluiten het voorwerp moeten uitmaken van onderhandeling of overleg met de representatieve vakorganisaties en dat daartoe de bepalingen moeten worden omschreven die via onderhandeling moeten worden vastgesteld; dat de